

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

Le quotidien du peuple

Journal Communiste Révolutionnaire pour la construction du Parti de Type Nouveau

SAMEDI 4 JUILLET
DIMANCHE 5 JUILLET
N° 225 1,50 F
Belgique : 15 FB
Commission Paritaire N° 56 942

Espagne

Après la démission
d'Arias Navarro

Politique libérale... contre les luttons des masses

Après avoir été démissionné, Arias Navarro a été élevé au titre de marquis par Juan Carlos. L'ancien ministre de Franco a dû céder la place après avoir préparé la nouvelle forme du fascisme. Les luttons de masses qui voient l'entrée en lutton de nouvelles couches dans les villes contre la vie chère et les mauvaises conditions de vie, ont obligé l'oligarchie à accélérer la mise en place du libéralisme de Fraga Iribarne, qui combine la répression violente des luttons de masses à la légalisation des partis politiques.

suite p.8

LIBAN

LES DEFENSEURS DE TALL ZAATAR LANCENT UNE CONTRE ATTAQUE

Vendredi matin, la radio des phalangistes annonçait la prise du camp de Tall el Zaatar. Cette nouvelle était démentie à midi par le bureau du Caire du Fath.

damné. Cependant, bien qu'une partie de ses troupes soit à la frontière syrienne, l'Irak ne devrait pas intervenir. Les tentatives de médiation de la

Ligue Arabe semblent ne pas pouvoir avoir beaucoup d'effets, les deux mille casques verts présents à Beyrouth étant assez inopérants.

En fait, dans la matinée de vendredi, les forces phalangistes étaient à la périphérie de ce camp à l'ouest (il faut préciser que Tall el Zaatar s'étend sur plusieurs hectares et s'est considérablement renforcé depuis quelques mois). Au même moment, les forces palestiniennes et patriotiques lançaient une offensive pour dégager le camp, détruisant quatre chars des phalangistes.

En fin de matinée, l'armée syrienne, en position sur l'axe Mein Soha bombardait les forces palestiniennes et patriotiques pour les empêcher de briser l'encerclement du camp.

Ainsi l'intervention syrienne, se faisant dans Beyrouth même à un moment décisif, apporte une aide directe à l'attaque des phalangistes. Pendant ce temps, le premier ministre libyen Jalloud, n'arrive pas à obtenir que les forces syriennes dégagent Saïda et Sofar. Le vice-président de l'Irak, Saddam Hussein a notamment déclaré que l'intervention syrienne était une entreprise criminelle, que le régime syrien, est con-



FOUGÈRES, CARREFOUR DES LUTTES

ATTAQUER ENSEMBLE

UN SEUL VIETNAM !

Depuis hier, la nation vietnamienne est réunifiée. L'Assemblée nationale vient d'approuver la création de la République Socialiste du Vietnam. Sa capitale sera Hanoi et le drapeau présente cinq étoiles jaunes sur fond rouge.

Le président de la République est Ton Duc Than. Nguyen Huu Tho, président du FNL et Nguyen Luong Bang ancien vice-président du Nord sont vice-présidents. Pham Van Dong devient chef du gouvernement vietnamien.

SECHERESSE

Les mesures de Giscard

ENCORE UNE POLITIQUE ANTI POPULAIRE

«La sécheresse qui frappe la France n'est pas seulement un phénomène météorologique de quelques semaines, mais affectera durablement l'économie nationale», vient de déclarer Giscard à Angers. Il n'a pas plu depuis le mois d'avril.

La sécheresse et ses conséquences dramatiques se sont installées peu à peu sans que le pouvoir ne daigne réagir. Il faut reconnaître que ce n'est pas la bourgeoisie qui a subi les conséquences directes de la sécheresse.

Mais désormais, c'est la balance commerciale de la France qui est menacée, et en même temps, les profits des firmes capitalistes. Des milliers de paysans pauvres et moyens pauvres sont ruinés. Partout la révolte grandit.

suite p.6

Seine St-Denis

Les chauffeurs de bus en grève contre la canicule

VOIR P.5

En page 2, notre enquête
LA «SÉCURITÉ»
DES FRANÇAIS

Occupation du site nucléaire
à partir d'aujourd'hui :
**Rassemblement à
Malville**
Pour empêcher la construction
de Superphénix
Voir p. 12

A 14 h 15 hier, les «Réo» se sont réunis en Assemblée Générale afin de déterminer leur planing pour la semaine à venir (tours de garde...) Deux cents «Réo» étaient présents à cette Assemblée Générale. Mais, étaient présents également des ouvriers de CIP, d'Haisnes, de Desombre de Lille, de Griffet, de Lip, des Tanneries d'Annonay, de Rhône Poulenc Textile de Vaulx-en-Velin...

A 15 h 30, l'Assemblée Générale publique commençait une heure plus tôt que prévu. D'entrée, Eugène Simon annonçait : «Nous allons vous proposer une action : Fougères est certes le noyau de la culture, le noyau de la Bretagne, mais aussi le noyau... du chômage ! Cela, nous allons le rappeler à M. Cointat !» Car aujourd'hui, M. Cointat inaugurerait une exposition de peinture au couvent des urbanistes.

suite p.5

DOSSIER



LA «SECURITE» DES FRANÇAIS

Paul LEFORT

ILOTAGE ET QUADRILLAGE

Poniatowski ne s'est pas limité à préparer le paquet de lois que nous avons vues hier. Sans aucun doute, son arrivée au pouvoir a coïncidé avec une nouvelle politique policière, dont on a vu les justifications, mais qui a des effets peut-être moins visibles.

La préoccupation majeure du pouvoir a été de changer l'image de la police dans le public, et dans une certaine mesure, il a obtenu quelques résultats. Dès 74, le ministre de la police déclarait qu'il fallait «une intégration aussi parfaite que possible de la police au sein des citoyens», et disait qu'il voulait «dissiper tout malentendu entre la police et le public».

La campagne menée a été en rupture complète avec la période de Marcelin : celui-ci se fondait sur l'existence mythique d'un «complot international», tandis que maintenant, il n'est plus question que de sécurité, car, comme le répètent tous les ministres sans cesse, «il n'y a pas de liberté dans l'insécurité» (Chirac).

«UNE PRÉSENCE DE LA POLICE PLUS DIFFUSE»

Pourtant les innovations de Poniatowski se marquent aussi dans l'utilisation des forces de police. Contrairement à la tactique du déploiement massif utilisée par Marcelin pour la moindre manifestation, la nouvelle politique est plutôt celle d'un quadrillage serré et, dissuasif, pas forcément visible massivement. Comme le déclarait le ministre, «il faut que la présence de la police soit plus diffuse». Mais ce caractère «diffus» s'accompagne d'une présence beaucoup plus fréquente de la police dans les quartiers.

Dès août 74, Poniatowski annonçait l'installation nouvelle de «commissariats légers» pour lesquels des crédits ont été débloqués, à proximité des grands ensembles de logements, dans les banlieues. En octobre, il insistait sur la nécessité de «la présence renforcée de policiers dans les grands ensembles». Mieux, il disait ceci : «Il ne doit exister aucun quartier, aucun groupe de logements, aucun lieu public, aucun moyen de transport en commun où de jour comme de nuit, les forces de police n'aillent inopinément et en nombre suffisants».

D'où la multiplication des brigades de surveillance nocturne, des mouvements incessants de police dans les quartiers, avec contrôles de voitures et d'identité. Dans toute la banlieue, dans les



cités, près des FJT, nous avons pu vérifier que c'est devenu la règle.

«CONNAÎTRES GROUPES PAR PÉNÉTRATION»

Depuis les deux derniers budgets, la police insiste beaucoup sur la technique de l'ilotage. Il s'agit d'installer, à demeure, des flics qui connaissent bien le quartier, les habitants, le surveillent et jouent un rôle dissuasif. Sans pour autant jouer directement un rôle de fichage systématique, cette pratique est très dangereuse et essaie de se modeler sur la présence des gendarmes à la campagne.

L'ilotage semble surtout utilisé contre les jeunes, ou comme c'est le cas à Toulouse, contre les travailleurs immigrés. Le préfet de Toulouse, parlant de l'ilotage dans sa ville, présente le travail des ilotiers comme devant «créer un climat de confiance, connaître les groupes par pénétration et détecter les associations dangereuses ou susceptibles de le devenir». A La Courneuve, par exemple, à la cité des 4 000, la brigade des mineurs, en civil, fiche

systématiquement les jeunes et leur famille.

Si, à l'heure actuelle, un véritable ilotage n'est pas encore systématiquement pratiqué, des patrouilles systématiques sont en place. Il y avait en 1975, à peu près 950 ilots (de 2 à 3 gardiens) dont plus de 200 à Paris, et le ministre de la police a annoncé le triplement de ce chiffre pour l'année 76. Cette technique semble vouée à un grand développement, puisqu'en 74, seulement 1000 policiers y étaient affectés dans 40 villes.

LES OPÉRATIONS COUP DE POING

Bien que parfaitement illégales jusqu'à la mise en vigueur des nouvelles lois les opérations de vérification d'identité et des voitures, sont pratiquées maintenant sur une large échelle. On le voit bien sur l'exemple de Paris.

Ces opérations permettent un fichage systématique, et une intimidation généralisée. C'est particulièrement vrai pour les jeunes qui sont fichés partout systématiquement dès qu'ils sont arrêtés sans carte d'identité ou sous un prétexte futile. Ils sont

parfois arrêtés aussi par des flics en civil. Dès qu'un vol est signalé, on viendra ensuite les harceler puisqu'ils ont une fiche... Avec leur légalisation et l'extension des pouvoirs de police, elles constituent une atteinte permanente aux libertés élémentaires de se déplacer, de transporter qui on veut, quand on veut, etc... Elles permettant plus de 550 000 interpellations par an, près de 100 000 personnes conduites au poste et donc fichées, alors qu'elles donnent de très dérisoires résultats quant aux arrestations de délinquants. A-t-on jamais vu un proxénète arrêté dans le métro ? Par contre, chacun sait maintenant que le jeune à cheveux longs ou l'immigré sont systématiquement arrêtés, fichés, maltraités. La récente affaire des sévices subis à St-Cyr-sur-Mer est là encore pour le prouver, s'il en était besoin.

Ainsi, opérations coups de poing, ilotage, fichage systématique, installation de commissariats légers dans les quartiers constituent des pièces de ce quadrillage systématique qui se met en place, et dont on verra l'extension future prévue dans les plans policiers.

Un exemple : LA RÉPRESSION A PARIS

A Paris, actuellement, il y a environ 30 000 voitures contrôlées par mois, 50 000 à 60 000 interpellations sur la voie publique, 40 000 à 50 000 interpellations dans le métro.

Le nombre des personnes conduites au poste après une opération dans le métro ne cesse de s'accroître : en septembre 75 : 811 personnes, en février 76, 1 604.

Le nombre des personnes conduites au poste, après avoir été prises dans le métro, a évolué comme suit :

1972	1973	1974	1975
1580	4699	7893	13 800

(évaluation)

Par contre, les arrestations et mises à disposition de la justice sont beaucoup moins nombreuses : de 100 à 200 par mois. Elles aussi augmentent pourtant : au dernier trimestre 75, elles tournaient autour de 140, contre 160 à 200 au premier trimestre 76. Elles restent cependant dérisoires par rapport aux moyens déployés et aux centaines de milliers d'interpellés.

On peut évaluer à 630 000 le nombre de personnes interpellées sur la voie publique à Paris en un an, et à 500 000 le nombre d'interpellations dans le métro dans le même temps. Ce qui constitue une source fantastique de fichage

OLIVIER DE SERRES A VILLEURBANNE LE QUADRILLAGE POLICIER CHEZ LES IMMIGRÉS

Olivier de Serres, cité ghetto d'immigrés, est particulièrement surveillée par la police. C'est une forme de cet «ilotage» tant vanté par Poniatowski. Les flics, parfois par groupes de 5 ou 6 avec 2 chiens loups, patrouillent du matin jusqu'au soir. Ils circulent dans le quartier où les enfants jouent, avec ce qu'ils peuvent, car il n'y a rien. Il y a aussi souvent des contrôles d'identité.

Parfois, ils viennent avec un car, et font monter les gens dedans pour les questionner, et leur demandent leurs papiers, pour voir s'ils sont en règle.

A l'intérieur même de la cité, il y a des flics qui sont logés, et les gens se méfient beaucoup, c'est pourquoi il est difficile pour eux de s'organiser, vu la répression. Il n'y a pas très longtemps, des gens sont passés dans tous les immeubles, en se faisant passer pour des assistants sociaux, et ils demandaient aux gens leur

origine, le nombre d'enfants qu'ils avaient, combien de pièces dans leur logement. Ils demandaient aussi s'ils se plaignaient ici, ou s'ils voulaient déménager. Bref, tous un tas de questions suffisantes

et tous les gens qui se trouvent en situation irrégulière peuvent être renvoyés dans leur pays.

A côté, on peut voir des foyers SONACOTRA qui se



construisent : Olivier de Serres, c'est une véritable prison où les gens sont de raser Olivier de Serres,

construisent : Olivier de Serres, c'est une véritable prison où les gens sont parqués.

Tireurs d'élite, «bavures» et compagnie

«Tireurs d'élite», flics à la Eliot Ness, les policiers des brigades de la PJ sont censés lutter contre la criminalité. Ainsi de la brigade criminelle qui, récemment, a abattu un paisible employé de la Banque de France, à Fontenay, sous prétexte qu'il collectionnait des armes. Ces messieurs font même la grève du port d'armes pour protester contre l'information qui a été ouverte à la suite de cette nouvelle «bavure».

Une autre «bavure» particulièrement significative date de juillet 75. A Charenton, la brigade antigang avait grièvement blessé A. Payet et J.P. Vives, postiers, en leur tirant dessus.

Payet et Vives se rendaient à moto à la cantine d'Austerlitz pour dîner : «une

voiture de flics leur a coupé la route», racontait un carade de la CFDT-PTT, «puis subitement on leur a tiré dessus». «C'est parce qu'ils avaient des casques rouges qu'on les a pris pour des bandits, c'est le prétexte invoqué par la police».

Résultat : le premier s'était évanoui après avoir pris une balle dans la jambe, ressortie au genou ; le second après avoir été touché par une balle avait été en plus sauvagement agressé : les flics lui avaient arraché son casque sans enlever la sangle, il avait été matraqué à coup de crosse.

Les jours suivants, silence complet de la presse, qui ne parlait que du policier tué par la police elle-même, Pottier, (syndicaliste à la CFDT Police). Mais l'affaire

n'avait pu être étouffée ; outre la rivalité des brigades de la police, elle avait une fois encore illustré la sauvagerie des interventions : un autre militant CFDT de la Thomson, qui passait en voiture avait été brutalisé et extirpé de son auto.

A l'époque, dans la police on chuchotait que Leclerc, le commissaire de la brigade antigang (républicain indépendant) voulait un mort pour en faire un héros... dans le cadre de la campagne sur la nécessité de la police.

Il reste que Charenton, comme la mort de l'employé de la Banque de France, forment un palmarès inquiétant pour la police - à qui Poniatowski demande de tirer à vue, à qui Pandraud demande d'avoir toujours le dernier mot.

POLITIQUE

LA CROISSANCE À LA FRANÇAISE UNE NOUVELLE MYSTIFICATION GISCARDIENNE

La «qualité de la vie» aurait-elle trouvé un nouveau messie, on peut se le demander à entendre parler Giscard qui en a fait un thème majeur de sa propagande. A Angers, à l'occasion de la journée nationale du cadre de vie, il a récidivé devant un parterre choisi de personnalités, à l'abri des manifestations.

Le thème de la croissance économique n'a plus le même effet mobilisateur. L'illusion développée par le pouvoir que le progrès social se mesure au taux de croissance, ne trompe plus les travailleurs. D'autre part, la croissance est très aléatoire, la reprise tarde à se confirmer, l'avenir économique est incertain pour la bourgeoisie. Il lui faut donc trouver autre chose pour entraîner l'adhésion d'une partie des masses. C'est à cela que Giscard s'emploie depuis son accession à la présidence.

«Libéralisme», «réformisme», n'ont guère eu de succès jusqu'à présent et la dernière pierre de l'édifice : la taxation des plus-values a connu les avatars que l'on sait. Giscard à Angers est revenu sur un autre volet de son attirail de marchand d'illusions réformistes en reparlant de croissance à la française et de respect du cadre de vie.

Cette croissance à la française, que contient-elle ? La formule est creuse, mais elle renvoie à l'idée que la croissance ne pouvant plus progresser quantitativement de façon appréciable, c'est sur la qualité que l'accent sera mis et en particulier sur la qualité de la vie et le respect du cadre de vie. La

réflexion du chef de l'Etat sur ce sujet ne s'est guère étoffée, et c'est toujours à peu près les mêmes géné-



La «qualité de la vie» de Giscard : des logements délabrés...

ralités qu'il nous répète ; en ce domaine on peut bien parler de croissance zéro. A Angers, il a à nouveau proscrit les «grandes tours d'habitation», «les constructions

périphériques désordonnées». Et il a souhaité «un urbanisme à la française des villes animées, des villes où l'on soit en sécurité...», et encouragé la maison individuelle et l'accession à la propriété.

En dehors de ces thèmes ressassés, rien et surtout aucune indication sur les moyens de cette politique. La seule chose qui mériterait d'être signalée, c'est

la vie quotidienne ; les associations peuvent être un relais utile, l'administration ne doit pas chercher à les cantonner dans un rôle défensif, mais essayer d'utiliser la somme de bonnes volontés qu'elles représentent». Ainsi que le suggérait le rapport Delmon sur les associations, le pouvoir tente de les intégrer dans la mise en œuvre de sa politique d'aménagement du territoire, afin de désamorcer la révolte des masses. Qui marchera dans ce piège grossier ?

La «qualité de la vie» de Giscard ne passe pas le stade du discours. Ce n'est que le décor en toc de sa politique d'austérité. Le jour-même où il parlait de qualité de la vie, il confirmait l'implantation de centrales nucléaires dont celle de Flamanville, malgré l'opposition de la population. Il parle de la qualité de l'habitat, mais des travailleurs sont la proie des huissiers, subissent des expulsions ou doivent se priver sur la nourriture pour payer leurs loyers qui ne cessent d'augmenter. Accidents du travail et de la route font des milliers de victimes, les maladies professionnelles, les cadences, le rythme infernal du travail abrègent les jours de millions de travailleurs...

La qualité de la vie dans tout cela, où est-elle ? Il faut le cynisme des représentants de la bourgeoisie pour en parler.

Serge LIVET

MITTERRAND RÉPOND AUX AVANCES DE GISCARD

Mitterrand a été plus clair que jamais, jeudi soir sur TF1 : «Le peuple a élu Giscard d'Estaing... Rien ne doit faire qu'il quitte sa fonction avant la fin de son mandat. Si les élections de 1978 donnent un coup de barre à gauche, c'est cette dernière décision du peuple qui prévaudra... Dans cette hypothèse, il faudra que chacun recherche les voies de la sagesse et ne pas chercher à tout prix la crise».

Propos qui rappellent singulièrement ceux que tenait Giscard depuis le Texas, et qui avaient été interprétés comme des «avances» au PS !

Giscard envisageait alors la possibilité qu'il continue à gouverner avec une majorité de gauche à l'Assemblée. Et il laissait entendre que des compromis avec une partie de la gauche n'étaient pas forcément exclus. Mitterrand saisit la perche : il serait prêt à être premier ministre sous Giscard.

Alors bien sûr, il affirme que ce serait pour appliquer le Programme Commun. Mais il confirme à sa manière ce que Giscard, de Grande-Bretagne cette fois-ci appelait «le déclin du PCF» : «Je dirais que le PCF est étalé. C'est vrai que lorsqu'on ne progresse pas on risque de reculer, mais j'ai conscience que le PCF est une formation politique d'une grande importance». Lorsqu'il évoque l'alliance avec le PCF, c'est simplement pour rappeler qu'elle profite électoralement au PS. Des deux côtés il fait monter les enchères, en somme. Ainsi se précise un projet que caresse une fraction de la bourgeoisie, depuis la poussée de la gauche aux cantonales : qu'une nouvelle coalition gouvernementale puisse se

créer après les législatives, comprenant une majorité actuelle rééquilibrée plus le PS.

Ce n'est pas encore fait : Mitterrand comme Giscard conservent chacun un autre fer au feu, le maintien de la majorité telle qu'elle est dans ses grandes lignes, contre une «union de la gauche» préservée.

Et ce qui décide de ces choix, ce sont des éléments que ni l'un ni l'autre ne peuvent contrôler : c'est l'attitude des masses populaires vis-à-vis de ces différentes coalitions bourgeoises. Mitterrand trompera-t-il mieux les masses que Chirac, le programme commun mieux que le «libéralisme avancé» ?

Le PCF, quant à lui, fait évidemment son possible pour empêcher cette «troisième solution». Mais l'alignement de Marchais sur les positions du PS à propos de «l'accord national» pour les élections municipales montre que ses possibilités de manœuvre sont limitées. Pour faire pression sur le PS, le PCF compte sur son influence dans les masses, sur sa capacité à contrôler dans une certaine mesure les luttes ouvrières. Mais en même temps, moins de deux ans avant les législatives, il ne peut lancer de grandes luttes sans provoquer un recul des cadres, petits patrons, etc... qu'il tente de rallier.

Quant à la classe ouvrière, pour sa part, rien ne montre qu'elle soit disposée à attendre 78 pour la satisfaction (promise) de ses revendications, à refuser la lutte pour servir de masse de manœuvre aux différents partis bourgeois !

Paul Gauvin

o BEREGOVY ÉTAIT PRESSÉ : «On aurait pu gagner du temps», c'est ce que Beregovoy, du PS, vient de déclarer à propos de l'accord signé par la gauche au sujet des municipales. Cet homme-là ne comprend rien à la politique. Il fallait laisser le temps au PCF de faire semblant de ne pas se coucher trop vite devant les exigences du PS.

A la suite de la fusillade de Fontenay, le ministère de l'intérieur déclare : «Pas de sanctions administratives»

À l'origine du mouvement, il y a, bien sûr, l'information judiciaire ouverte après la mort de l'employé Bapedou, tué de huit balles à Fontenay la semaine dernière. Les flics n'admettent pas qu'on mette en cause «leur dignité», prétendant qu'ils ont agi en état de légitime défense.

Par leur mouvement, ils veulent donc faire pression sur le déroulement de la procédure judiciaire, en empêcher la conclusion. Il s'agit donc, une fois encore, d'une action concertée de policiers qui cherchent à imposer leur façon de faire, à élargir en fait le laxisme déjà existant en matière de «bavures».

Sans doute ces policiers relèquent-ils avec envie vers la loi italienne qui donne aux policiers pratiquement tous les droits et les lavent de toute bavure éventuelle à l'avance.

Cette action qui vise à défendre leur corporation n'est pas isolée. Depuis un certain temps, dans la police, certains s'organisent pour demander

plus de pouvoirs, plus d'indulgence dans leurs fonctions, plus de possibilités de tirer. À l'occasion, ils se mettent aussi en tête, comme c'est le cas avec le syndicat des CRS, de «redresser les torts». Le bureau de ce syndicat ne déclarait-il pas récemment : (à propos de la fusillade de Montredon où périt Emile Poytes) «le syndicat» dégage sa responsabilité sur la suite des événements si les responsables n'étaient pas châtiés».

De son côté, le directeur de la police a lui-même déclaré, au congrès des policiers en civil : «Il est nécessaire que dans tous les cas où le feu doit être ouvert, ce soit le policier qui doit avoir le dernier mot, je veux dire régler définitivement le problème. Je déteste les promotions à titre posthume».

Par ailleurs, le ministère de l'intérieur a déjà assuré les flics de son soutien en promettant qu'il n'y aurait aucune sanction administrative...

COOPÉRATION NUCLÉAIRE FRANCO-SOVIÉTIQUE :

MÊME SYSTÈME, MÊME POLITIQUE

Deux académiciens russes de la commission scientifique franco-soviétique viennent de donner des précisions sur les nouveaux accords de coopération dans les domaines nucléaires et spatiaux. C'est surtout dans le domaine nucléaire que ces accords sont significatifs, en raison des choix qu'ils supposent.

Tout d'abord, coopération en ce qui concerne les réacteurs à neutrons rapides, dont la France comme l'Union Soviétique considèrent que c'est «la filière d'avenir». Les deux pays échangeront des barreaux d'uranium qu'ils irradieront dans leurs centrales respectives. Ensuite, accord théorique d'achat par la France de 14,9 millions d'UTS (Unité de Travail de Séparation, en-

tre matière fissible et non fissible) d'uranium enrichi. Après cela, les ingénieurs

LE MOUVEMENT ANTI-NUCLÉAIRE VU PAR L'URSS

L'ampleur du programme électronucléaire français n'a de comparable (toute proportion gardée) que celui de l'Union Soviétique, qui portera d'ici à 1980 à 20% la part du nucléaire dans sa production d'électricité d'ici 1980, et optera pour la filière à neutrons rapides dès 85. Dans un récent article des Izvestia, le P. Alexandrov explique, après avoir rejeté les énergies nouvelles pour «non rentabilité», que «les risques de fonctionnement des centrales nucléaires sont aussi peu probables qu'un gros météorite».

Il oublie que c'est précisé-

de l'EDF viennent expliquer que le nucléaire, c'est la voie de l'indépendance !

ment en Union Soviétique que les surrégénérateurs ont eu les plus gros problèmes de fonctionnement. Toujours selon Alexandrov : «La lutte contre les centrales nucléaires, dans les pays de l'Ouest n'est pas provoquée par une menace réelle de pollution radio-active, mais possède un caractère conjoncturel : la construction des réacteurs nucléaires limite les revenus des monopoles pétroliers». Traduisons, pour l'Union Soviétique, «les mouvements écologistes sont payés par les trusts pétroliers» ! C'est Creusot-Loire qui doit être content...

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Liévin : avec tous les habitants du coron

LUTTER POUR DE MEILLEURES CONDITIONS DE LOGEMENT

Dans la vieille cité de Calonne, il ferait bon vivre, agréablement, au calme et en sécurité si... Mais la réalité, c'est que dans tous les coron, il n'y a pas de salle de bains, seulement un point d'eau froide, pas de tout à l'égout, seulement des caniveaux qui vont jusqu'à des bouches d'égout qui débordent régulièrement car ils ne sont pas entretenus. Peu d'éclairage. Pas de bitume. Et, en bordure de la cité, le fossé, avec ses eaux sales et polluées des usines.

Pour les habitants dont de nombreux silicosés, malades, ce sont les rats, les mauvaises odeurs et le danger permanent.

Cette cité n'est pas, bien sûr, dans le prochain «plan de rénovation» des cités minières... Bien à l'écart, elle ne se voit pas de la Rocade. Depuis plus de deux mois, deux plaques d'égout étaient cassées. Des protestations individuelles d'habitants n'ont donné aucun résultat. Les Houillères se moquent de la sécurité de ceux qui vivent dans la cité. Pourtant, les logements reviennent de

droit aux mineurs qui les ont payés de leur santé et souvent même de leur vie.

LES HABITANTS DE LA CITÉ ENGAGENT LA LUTTE

A l'initiative du PCR, la Commission Populaire de Calonne intervient alors. Avec les habitants de la cité, la Commission Populaire rédige

une pétition pour la réparation des bouches d'égout et la fait signer dans toute la cité. L'accueil est favorable : «Ce n'est pas trop tôt ! Enfin quelqu'un qui se met en route», nous dit-on souvent.

D'ailleurs, la pétition recueille les signatures des 3/4 des habitants de la cité. C'est ensemble que nous décidons d'aller chez le piqueur. Lundi 23 avril, une délégation d'ha-

bitants va remettre la pétition au piqueur.

Le lendemain, les deux plaques d'égout sont remplacées ! C'est une première victoire même si ces plaques ne sont pas scellées. La Commission Populaire décide alors d'envoyer une lettre aux Grands Bureaux pour demander que cette dernière réparation soit faite. Quelque temps après, les plaques étaient scellées.

Après cette action, la volonté des habitants de la cité est de ne pas s'arrêter là. Beaucoup de choses restent à faire. Avec la Commission Populaire, ils sont décidés à continuer leur action.

Les égouts, le fossé dans le Vieux Calonne, mais aussi partout dans Calonne, des réparations souvent promises mais jamais faites ou mal faites...

C'est tous les habitants du coron qui ont à se battre pour de meilleures conditions de logement. Pour cela, il nous faut nous grouper et prendre nous-mêmes nos affaires en main.

Corresp. Liévin



SPORTS

Tennis :

LA FRANCE QUITTE LA COUPE DAVIS

La France vient d'annoncer qu'elle avait décidé de ne plus participer à la Coupe Davis de Tennis. Motif avancé : il y a des participants qui mêlent sports et politique. Comme si le sport pouvait rester à l'écart de la politique. Un responsable de la Fédération française de tennis nous a déclaré

«Le Comité de direction de la FFT a estimé que la coupe Davis ne devait plus être un champ clos pour les histoires politiques qui relèvent de l'ONU. Certains s'engagent à participer à la Coupe Davis et ensuite refuse de jouer contre l'Afrique du Sud, le Chili ou Taiwan, ou Israël. J'estime que le sport doit être indépendant de toute

question politique, raciale ou confessionnelle. Le comité de direction ou de l'assemblée des nations de la Coupe avait proposé qu'une sanction soit infligée au Mexique qui, par deux fois, avait déclaré forfait contre l'Afrique du Sud ; il n'a pas pu rassembler la majorité des deux tiers pour interdire le Mexique de jouer. C'est à la suite de cela que les USA ont décidé de quitter l'organisation de la Coupe Davis, de la Grande Bretagne et la France de ne plus participer à la Coupe en 77».

Encore une fois, la France giscardienne est du côté des tortionnaires du Chili, du côté des assassins racistes de Prétoria : qui s'en étonnera ?

LES VACANCES RESTENT UN PRIVILEGE DE CLASSE

Les vacances sont ressenties par la plupart des travailleurs comme un besoin. Il s'agit pour eux de se «refaire une santé» après une année de travail. C'est la reconnaissance de ce besoin qu'ils ont imposée au patronat il y a 40 ans, en obtenant par la lutte les congés payés.

Mais depuis cette date, ce besoin n'a pas cessé de s'accroître. Depuis la Libération, et particulièrement depuis la période gaulliste, la bourgeoisie a en effet intensifié le travail : accélération des cadences, allongement de la journée de travail, généralisation du travail en équipe et en poste ; de plus, le temps de transport pour aller au travail s'allonge, ajoutant à la fatigue de l'ouvrier. Aggravant cela, il y a aussi la dégradation des conditions de vie dans les métropoles impérialistes : entassement de logements bruyants, absence de terrains libres où puissent jouer les enfants, pollution, etc...

Fuir tout cela devient pour la grande masse des travailleurs et de leurs familles une nécessité parfois obsédante. Et des profiteurs de toutes sortes l'ont bien compris, qui ont fait de cette «évasion» un commerce lucratif. Dans leurs publicités, ils jouent sur l'aspiration à «changer d'air», à «changer de rythme», à «la liberté», thèmes forcément évocateurs pour ceux qui subissent toute l'année la dictature de la pointeuse, de la chaîne et du contremaître.

Et pourtant, ceux qui en auraient le plus besoin ne peuvent guère profiter de ces paradis promis. Les vacances restent largement un luxe de classe, trop coûteux pour bien des familles populaires. Quarante ans après la loi sur les congés payés, plus de la moitié des familles ouvrières ne partent pas du tout en vacances. Et celles qui partent sont loin de trouver dans ces vacances le repos et la détente qu'elles seraient en droit d'attendre.

Ce sont ces aspects de la réalité de la vie ouvrière sous le capitalisme que, grâce à vos témoignages et à vos contributions, cette enquête doit illustrer et dénoncer.

«Cette année, un Français sur deux va partir en vacances», proclament nos gouvernants... Mais, même à travers la sécheresse des chiffres, on peut voir que cette généralité recouvre des réalités fort différentes.

En effet, si en 1975, 50,2 % des Français ont pris des vacances, ce chiffre varie de 85,3 % pour les cadres supérieurs et les membres de professions libérales à 48,7 % des familles ouvrières ; quant aux paysans, seuls 13,7 % d'entre eux ont pris des vacances.

Et parmi ceux qui partent, tous ne peuvent pas jouir des mêmes conditions de repos, de confort, de détente.

Les familles ouvrières qui ont pris des vacances sont parties en moyenne 24,5 jours ; les familles de cadres supérieurs, 32,4 jours.

Et ce qui n'apparaît pas dans les statistiques, c'est les sacrifices que s'imposent de nombreuses familles populaires pour pouvoir s'offrir des vacances, surtout pour les enfants. Elles sont ressenties comme tellement nécessaires, que malgré la hausse des prix, malgré la menace du chômage, ces dernières années, des familles ont décidé de se «serrer la ceinture» pendant plusieurs mois pour pouvoir quand même «changer d'air». Et s'il le faut, on acceptera même moins de confort pour pouvoir sortir de



la ville. Le camping est précisément le mode de vacances qui s'est (de loin) développé le plus rapidement depuis 1973. Alors que 14,5 % seulement des familles de cadres supérieurs et de membres de professions libérales pratiquent le camping (tente ou caravane), ce sont 30 % des familles ouvrières qui choisissent ce mode économique d'hébergement pour les vacances.

De même, de nombreuses familles populaires (34 % des familles ouvrières) vont passer les vacances chez des parents ou des amis (contre 22 % des cadres). Outre l'économie que cela permet, c'est l'occasion

pour des travailleurs qui ont dû chercher du travail hors de leur région d'origine, de «vivre au pays», ne serait-ce que quelques semaines... Rien de surprenant à ce que 8,7 % seulement des familles ouvrières descendent à l'hôtel contre 16,3 % des familles de cadres supérieurs, et que la clientèle des voyages organisés soit composée à 51 % de cadres et professions libérales, et de 7 % seulement d'ouvriers...

Ainsi, les statistiques même du secrétariat d'Etat au tourisme montrent bien que ceux qui profitent le mieux des vacances ne sont pas forcément ceux qui en ont le plus besoin. Bien des familles populaires

qui n'ont pas les moyens de partir en vacances essaient pourtant d'en offrir à leurs enfants, grâce aux colonies de vacances. Et pourtant, là aussi, cela représente de gros sacrifices. Le prix moyen d'une journée sera cette année d'environ 35 francs, sans compter le voyage ! Ce prix ne cesse d'augmenter d'année en année, plus vite encore que la hausse moyenne des prix. Si bien que le chiffre d'enfants qui vont chaque année à la «colo» stagne : environ 1 400 000 enfants de quatre à dix-sept ans. Le résultat, c'est que la moitié des enfants ne prend pas de vacances. Inutile de dire quelles classes sociales en souffrent !

LUTTES OUVRIÈRES

Suite de la une

DANS LES BUS, LA TEMPÉRATURE MONTE

60° dans les cabines des bus ! Avec la canicule actuelle, les conditions de travail des machinistes de la RATP, déjà difficiles sont devenues franchement insupportables : les cabines des machinistes sont sans aération, la ventilation est dirigée sur la tête, quant aux sièges, ils sont en skaï... D'autre part, la durée moyenne de la journée de travail est plus longue en été qu'en hiver. La direction de la RATP prétend que

jour, avec crédit rétroactif depuis le 1^{er} juin.

Au dépôt de Flandre, les conditions de travail sont aggravées par le mauvais état du matériel (plus de 300 000 km), par les travaux de prolongement du métro (ligne 7) et la mauvaise disposition du terminus de La Villette, ce qui produit des retards très importants.

Depuis, d'autres dépôts se sont joints à la lutte :

CHALEUR ET SÉCURITÉ

Il est certain que la grève des machinistes provoque des désagréments aux usagers. Mais comme le soulignait un délégué CFDT de Flandre : «avec la chaleur, un machiniste peut être victime d'un malaise, si nous n'avons pas plus d'un repas. C'est la sécurité des passagers qui est donc aussi en cause. Une dame s'est plainte d'avoir eu à marcher sous la canicule à cause de la grève... C'est peut-être préférable que de se retrouver au frais, trois milles sous terre ! La direction porte l'entière responsabilité de cette situation en refusant de satisfaire nos revendications.»

la durée hebdomadaire du travail est de 35 H. Ce chiffre n'est en réalité valable que pour un nombre infime de lignes. La vérité, c'est que la «semaine» peut être de 5, 6 ou 7 jours consécutifs avec des horaires journaliers qui atteignent parfois 8 h 30. Cette situation est due au refus de la direction d'embaucher du personnel en nombre suffisant. Constamment elle se livre à des pressions sur les travailleurs pour déplacer les repos à sa guise, et faire effectuer une partie de service supplémentaire.

Mercredi, les machinistes du dépôt de Flandre à pantin, ont jugé que la coupe était pleine : à 100 %, ils se sont mis en grève sans préavis, en exigeant :
- 5 minutes de temps de battement supplémentaire à chaque course,
- 60 minutes de pause par

avant-hier, Charlebourg et Lilas, hier Lagny et Lebrun.

Judi, en assemblée générale, les machinistes de Flandre ont décidé d'envoyer des délégations pour proposer aux autres dépôts d'étendre le mouvement. Il faut noter que seule la CGT ne s'est pas associée à cette initiative juste en prétendant que «ce n'est pas aux travailleurs de Flandre de faire cela».

Ce qui revient à nier aux travailleurs le droit de prendre leurs affaires en mains et surtout qui va à l'encontre de la nécessaire unité de lutte de l'ensemble des dépôts, compte-tenu de l'intransigeance de la Direction. Hier soir en tout cas, les machinistes de Flandre manifestaient leur détermination en décidant la poursuite de la grève à une écrasante majorité.

7 PAYSANS DU LARZAC CONDAMNÉS !

Vendredi soir, sept heures moins dix. Le tribunal vient de donner une décision pour le premier paysan qui est Michel Courtin. Il a un mois ferme et 5 mois avec sursis. Actuellement, il y a une manifestation devant le tribunal. Il y a à peu près 1000 personnes. Sur Millau, il y a à peu près 4 à 5 usines qui ont débrayé.

Depuis le 15 mars, où il y avait eu une mobilisation très forte après l'enquête parcellaire, il y a eu une journée nationale d'action. Le pouvoir, comme le mouvement de soutien était très fort, n'a pas pu attaquer de face. Il a essayé de diviser les paysans entre eux et diviser les paysans du front de soutien. Il a proposé donc une concertation alors que parallèlement, il laissait l'armée

acheter des terres sur le Larzac. Une majorité de paysans ont cru à la concertation telle qu'elle avait été proposée par le sous-préfet. Ils se sont rendus compte que ce n'était plus possible de rester comme ça, ce qui les a amenés à faire ces actions-là et maintenant, ils sont réprimés par le pouvoir. Ils ont tous 3 ans de mise à l'épreuve. Pour les paysans : Auguste VALETTE : 5 mois avec sursis. Jean MAURON : 5 mois avec sursis. Raymond LAVAL : 5 mois avec sursis. Gabriel FLOTTARD : 5 mois avec sursis. Robert CALAZEL : 5 mois avec sursis. Michel COURTIN : 1 mois ferme, 5 avec sursis. Léon MAILLÉ : 1 mois ferme, 4 avec sursis.

Gardarem lo Larzac
Libérez les paysans

FOUGÈRES

CARREFOUR DES LUTTES

Pour commencer l'Assemblée Générale, un délégué des Tanneries rappelait leurs 730 jours de lutte. Puis, Jacques Lalané représentant de RPT expliquant quelle était «la politique de chômage de ce monstre de la chimie», lançait un appel : «Attaquer le trust, c'est l'attaquer tous ensemble».

Lui faisant suite, Daniel Lauzier au nom des «Griffet», mandaté par l'Assemblée Générale expliquait le cours actuel de leur lutte, en particulier la promesse de Genoyer, (postulant à la mairie de Marseille), de reprendre l'usine en y instaurant la co-gestion avant l'heure : «Tout cela ne nous dit rien

qui vaillent», concluait-il. Ensuite, Eugène Simon introduisait la délégation de Lip : «Un conflit qui a beaucoup compté dans nos luttes, par la manière dont les travailleurs ont pris en charge le conflit, ont su s'organiser».

LES TRAVAILLEURS DE LIP

Le représentant des «Lip» déclarait : «Ces deux jours de rencontre doivent nous permettre de nous unir. Toutes les usines qui ont des problèmes sociaux doivent s'unir. Oui, il faut coordonner les luttes. Toutes les usines qui sont représentées ici vivront !»

Il revenait à Roger Toutain, secrétaire de la fédé-

ration HA.CUI.TEX., (à l'initiative avec l'UIB de Fougères de ce carrefour des luttes) d'apporter la première conclusion à cette Assemblée Générale. Saluant «la volonté de lutte collective des travailleurs représentés ici», déclarait : «L'action collective redonne confiance, la lutte pour l'emploi favorise l'unité des travailleurs». Il ajoutait : «Je vous félicite pour les initiatives que vous allez prendre». Et en appelait à «réactiver les acquis de Lip». «Lip a fait école dans notre profession comme dans d'autres. Merci aux Lip ! Le capitalisme nous voulons l'abattre, nous devons l'abattre, nous l'abattrons !»

Après l'Assemblée Générale, les trois cents participants se rendaient en manifestation au couvent des urbanistes : *Cela fait trois mois qu'on a pas eu l'occasion de demander des comptes aux pouvoirs publics. Assez de fausses promesses ! Aujourd'hui, le fonds social européen alloue deux milliards de francs à Fougères pour son redressement économique et on vient d'apprendre que l'entreprise Baudot est liquidée ! Monsieur Cointat disait en mars dernier : «Je préfère gérer dans l'illégalité une entreprise qui a des emplois, plutôt que de gérer une file de chômeurs dans la légalité».* Les trois cents qui partaient en manifestation entendaient bien lui rappeler cette déclaration. Première étape de cette manifestation combative : le couvent des urbanistes. Mais Monsieur Cointat n'y est pas. Seule son épouse est présente pour l'inauguration de l'exposition. Qu'importe ! Puisque M. Cointat est à la mairie, allons l'y rejoindre. Et la manifestation de reprendre à nouveau son chemin dans les rues de Fougères jusqu'à l'Hôtel de ville. Là, une délégation de «Réo» ira lui porter un message. «Nous reviendrons chercher la réponse demain».

Julien LEBLOND



MEETING S.E.P. (Bordeaux)

«NOUS NE DEVONS PAS ATTENDRE LES PROCHAINES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES»

«Nous avons constaté que nous ne pouvons plus gagner usine par usine», «des conflits contre la répression sont par définition des conflits longs ; il est difficile de mobiliser pendant quatre mois pendant que Durafour réfléchit», «il faut battre le pouvoir sur le plan politique». C'est ce que dirent les militants de la S.E.P. et des «Câbles de Lyon», tirant le bilan de leur expérience.

Batte le pouvoir sur le terrain politique, créer un rapport de forces dans ce sens, cela a voulu dire à la S.E.P. jusqu'ici, faire sortir la lutte du cadre de l'entreprise : voilà qui a permis d'organiser plusieurs mobilisations (manifestations, journées de propagande), de faire connaître ce qui se passait à la S.E.P. ; un comité de soutien a même été créé.

Mais, «cela ne suffit plus ! La popularisation, les galas, oui ! mais, tout le monde en a fait et cela est insuffisant pour que nous gagnions».

Chairon dira : «Nous sommes prêts à participer à tout ce qui va dans le sens d'une coordination des luttes». Mais, comment y arriver ?

Quand les membres du comité de soutien dirent au meeting : «Jusqu'ici, on a été de la main-d'œuvre», ce n'est pas tant qu'ils rechignent à prendre en main les tâches matérielles (ils l'ont d'ailleurs montré), ce qu'ils veulent dire, c'est que surtout, pour rassembler déjà sur Bordeaux, ceux qui sont victimes de la répression de près ou de loin, il faut lever un certain nombre d'obstacles à cette

mobilisation, chose qui n'a pas été faite jusqu'ici. Cela veut dire, comme le dira Raboulet : «Lier notre juste colère à une juste analyse de la répression actuelle», donc faire un travail de propagande approprié. Car c'est vrai que des idées fausses existent encore à la SEP comme aussi dans les autres usines de Bordeaux et qu'il faut les combattre : «On n'y peut rien». Et bien montrons que la première mobilisation a au contraire permis des premières victoires ! Montrons qu'à terme, c'est la suppression du droit syndical qui est en

jeu ! C'est bien la première condition pour construire ce rassemblement contre la répression.

«NOUS NE DEVONS PAS ATTENDRE LES PROCHAINES ÉCHÉANCES ÉLECTORALES»

Les intervenants, tirant le bilan de leurs expériences, constateront que les directions CGT et CFDT n'ont pris aucune initiative pour les soutenir ces derniers mois. L'autre soir, ce qui grandissait, c'était la conscience qu'il est nécessaire de construire un rassemblement autonome des travailleurs victimes de la répression par rapport à la gauche. Ainsi, un délégué des «Câbles de Lyon» dira : «Nous ne devons pas attendre les prochaines échéances électorales» et Chairon : «C'est dès maintenant que les travailleurs doivent agir, c'est à leurs luttes qu'ils doivent faire confiance et uniquement à elles».

Mais de la construction de ce vaste rassemblement contre la répression dont le meeting de la SEP et les différentes coordinations qui ont eu lieu en France ces dernières

semaines, constituent les premiers pas, il ressortait qu'il ne peut être autonome par rapport à la gauche uniquement, par le fait qu'il faut le construire rapidement, mais surtout par son contenu, ses projets et les buts qu'il se fixe.

Engager un vaste rassemblement contre la répression, ce n'est pas se contenter de lutter pour les libertés démocratiques bourgeoises en soi, mais bien se servir de ces libertés démocratiques pour mener l'offensive qui fera payer la crise à la bourgeoisie. C'est ce que dira un délégué des «Câbles de Lyon» : «Notre lutte a pour but de faire respecter les droits syndicaux déjà acquis, mais aussi de les élargir, non pas d'imposer une légalité qui se prétend au-dessus des classes et qui sert à masquer la répression, mais ce que les travailleurs jugent de leur intérêt, pour faire reculer les exploités».

La partie débat du meeting s'achèvera par une puissante Internationale chantée à pleins poumons par 1 200 personnes.

Richard FEUILLET

INFORMATIONS GÉNÉRALES

SECHERESSE

Les mesures Giscard

ENCORE UNE POLITIQUE ANTI-POPULAIRE

Les paysans ne voient rien venir des aides promises, que quelques camions militaires. Malgré les promesses de soutien, les cours du bœuf et du porc continuent de s'effriter sur les marchés. 40, 50 degrés, les ouvriers de Renault, les conducteurs d'autobus travaillent dans des conditions aggravées par la canicule. Les évènements se multiplient dans les usines.

L'Union Régionale CGT de la métallurgie de Lorraine révèle qu'en cinq jours, six travailleurs sont morts.

Derrière l'incapacité de la bourgeoisie à résoudre les problèmes posés par la sécheresse, aggravés par l'anarchie et l'imprévoyance de la politique de l'eau, c'est toute la crédibilité même du projet politique de cette bourgeoisie par les masses qui est en jeu. Pour la paysannerie, en particulier, dont une partie a servi longtemps de support politique à la bourgeoisie. Devant cette situation, le pouvoir soucieux de profits et de «paix sociale», se réveille. C'est brusquement le «plan Paille» de Bonnet. C'est la phrase de Giscard : «Il n'y aura aucun retard dans l'action gouvernementale», cherchant à faire patienter les paysans en les berçant d'espoir. «Pas de mesures d'ensemble avant le 25 septembre» maintient le gouvernement. Mais d'ici là combien de ruines, de suicides, de petits paysans devenus chômeurs ?

De qui se moquent les «jeunes» Républicains Indépendants quand ils proposent une «taxe de solidarité» qu'on ferait payer aux vacanciers. L'appel à la quête, en somme ! «Face à une calamité nationale, il faut une solidarité nationale», nous explique Giscard d'un ton condescendant. Drôle de solidarité qui consiste à dire aux travailleurs «Restreignez votre consommation d'eau !», «C'est un mauvais cap à passer. Attendez !» aux ouvriers victimes de conditions de travail révoltantes, «patiencez jusqu'en septembre», aux paysans ruinés, alors que pendant le même temps, les profiteurs s'enrichissent sur le fourrage, la viande, les boissons.

Les ouvriers de Creusot Loire mis au chômage technique, ceux qui travaillent à des températures étouffantes à Renault et ailleurs, les habitants de Saint-Brieuc privés d'eau depuis plusieurs jours, les cultivateurs ruinés, ce sont eux qui payent la

note de «la calamité nationale». Et c'est encore à ceux-là même qu'on vient demander de serrer la ceinture et d'endurer en silence ! La démagogie grossière de la bourgeoisie, inquiète pour son avenir ne trompe pas grand monde. Les luttes victorieuses engagées dans des dizaines d'usines contre la chaleur, la révolte des paysans, leur scepticisme devant les promesses qui leur sont faites, sont là pour le prouver. D'ores et déjà, la bataille pour refuser de payer la note est engagée.

Elle doit s'élargir encore, dans l'unité de lutte entre tous ceux qui font les frais de la politique de la bourgeoisie, ouvriers et paysans, travailleurs des villes et des campagnes !

Pierre PUJOL



A St-Brieuc, on fait la queue pour avoir un peu d'eau.

Victime du capitalisme

Léon Lemaire, quarante-neuf ans, cultivateur dans le Pas-de-Calais, s'est donné la mort lundi dernier. Il n'avait plus de fourrage pour nourrir son cheptel, plus de ressources non plus pour acheter du foin hors de prix. Il ne lui restait comme solution que d'envoyer ses vaches et ses porcs à l'abattoir. Gagné par le désespoir, il s'est tiré une balle dans la tête.

La presse a fait état du suicide, en parlant de Léon Lemaire comme de la première victime de la sécheresse. C'est doublement faux : plusieurs autres agriculteurs se sont déjà suicidés pour les mêmes raisons ces derniers jours. Enfin, ce ne sont pas des victimes de la sécheresse, mais du système qui accule les paysans à la ruine, en fait la proie des spéculateurs, des firmes agro-alimentaires et des banques. Le gouvernement parle beaucoup de mesures de solidarité, mais dans les faits, il organise la ruine des petits paysans. Quelques uns se suicident, la grande majorité lui feront payer ces crimes en luttant aux côtés des ouvriers pour abattre ce régime pourri.

«Prenez des douches de préférence aux bains» a déclaré Saglio, le Monsieur Sécheresse désigné par Giscard. L'histoire ne dit pas s'il a été félicité par Giscard pour cette lumineuse idée.

LES PAYSANS DE PLUS EN PLUS TOUCHÉS

La situation ne cesse d'empirer. Chaque jour, de nouveaux records de chaleur sont battus avec leurs conséquences : les problèmes d'alimentation en eau potable s'aggravent ; les incendies de forêt se développent dans le Morbihan et dans la Vienne, plus d'un millier d'hectares de récoltes et de bois ont été détruits. La situation des agriculteurs est de plus en plus dramatique ; ces der-

niers jours, les départements de Haute-Saône et de Haute-Savoie ont été déclarés sinistrés. Pendant ce temps, la spéculation continue : la baisse des cours de la viande (baisse de 11% du veau en quinze jours), la hausse de la nourriture pour bétail (50% pour le tourteau de soja importé des USA), dévoilent le caractère mystificateur des «mesures de soutien» annoncées par Bonnet. L'élevage piscicole est compromis ; la

Dordogne où 50% de l'élevage est perdu, est déclarée zone sinistrée. Selon les premières estimations, sans doute inférieures à la réalité, la production laitière enregistre une baisse d'environ 5% par semaine, laissant présager pour le mois prochain, une baisse de 10% et une pénurie de produits laitiers frais. Le mouvement d'abatage du bétail se poursuit, compromettant la production future de viande.

Les paysans de Seine-Maritime contre les profiteurs de la sécheresse

«Du foin, ça n'est plus la peine d'en parler, on n'en trouve plus», dit en Seine-Maritime, l'un des départements où les éleveurs sont les plus touchés par la sécheresse. Pourtant, il en reste encore, et un gros de la région, Loobuyck, avait bien l'intention d'en tirer profit : il avait acheté près d'Yvetot 92 hectares de foin, sur pied. Une mine d'or, par les temps qui courent. Les paysans de la région ne l'ont pas entendu de cette oreille. Au moment où Loobuyck commençait à revendre son foin, une centaine d'entre eux, soutenus par la FDSEA, se sont rendus sur place, et ont décidé de «négocier» le prix de ce fourrage, étant entendu qu'il reviendrait aux paysans les plus touchés de la région. «Il y a certaines négociations qu'il faut conduire avec le rapport de force nécessaire», nous disait un responsable de

la FDSEA. «Mais en aucun cas, il ne s'agit d'un «vol», ce foin, il est payé. Seulement, au lieu d'être vendu 1 200 francs la tonne, ce qui est prohibitif pour beaucoup, il l'a été à six cents francs, et pour ceux qui en avaient le plus besoin. Le gouvernement parle beaucoup, il promet, mais comme ça ne se concrétise pas, on préfère compter sur nous-mêmes. De toute façon, le foin, il ne

faut plus compter dessus, il n'y en a quasiment plus. C'est maintenant à la paille, qu'il faut s'attaquer».

L'action des paysans de Seine-Maritime, même si elle est encore limitée (au départ, les paysans exigeaient cinq cents francs par tonne) est un premier pas vers la prise en mains par les paysans de la lutte contre les profiteurs de la sécheresse. En cela, elle est exemplaire.

« Dans de nombreuses usines et entreprises les travailleurs ont obtenu des changements d'horaire et des pauses. A l'usine de chaussures Noël à Vitry, à la Compagnie Générale de la Maille à Livry Gargan, au siège de Creusot-Loire, Chan-

tiers de l'atlantique à Saint-Nazaire, Ericson à Brest, la Mutuelle du Bâtiment, la CAMAT, la CCR, le GAMS, la Grechame, le CMA, au Gan les services les plus chauds et aux dernières nouvelles les autres services sont en grève pour obtenir la même chose.

GISCARD APPELLE AU CONSENSUS NATIONAL

Alors que la sécheresse s'aggrave, Giscard appelle au consensus national, comme si ouvriers et patrons, petits et gros propriétaires étaient également touchés par cette «calamité naturelle». En fait, il n'y a pas de trêve pour les profits capitalistes. Les trusts de l'eau minérale trouvent même l'occasion d'accroître leurs, tandis que les gros exploitants sont les principaux bénéficiaires des mesures Bonnet. Les véritables victimes de la sécheresse ce sont les travailleurs des villes et des campagnes.

La sécheresse si elle dure pourrait doubler le déficit de la balance commerciale de la France. Les exportations de produits agricoles représentent 15 à 20% des exportations du pays. Ces ventes ont atteint 35,5 milliards l'an dernier. Elles auraient dû atteindre 39 milliards cette année. Avec la sécheresse, il faut s'attendre à une perte de 4 milliards de francs : 1,5 milliards et demi de baisse d'exportation de blé, 1/2 milliard pour les céréales fourragères, 1/2 milliard pour le sucre et les betteraves, 1

milliard pour le maïs. La baisse du débit des rivières donc de la production hydro-électrique exigera 600 à 700 millions de francs d'importations pétrolières.

A cela, il faut ajouter la réduction probable des dépenses touristiques, un certain nombre d'étrangers risquant d'éviter la France pour leurs vacances. Enfin, et c'est le plus grave, les restrictions en eau peuvent contraindre un certain nombre d'industries à la rentrée des vacances, comme c'est déjà le cas pour Creusot-Loire.

Les bienfaits de la canicule

Alors que la moitié de Saint-Brieuc, que 4 000 personnes à Vitry en Ille-et-Vilaine sont privés d'eau, que dans certains quartiers de Paris, les habitants des étages manquent d'eau faute de pression suffisante dans les canalisations, les affaires marchent pour certains : en l'occurrence, les trois grands trusts qui se partagent 95% du marché des eaux minérales : Perrier (48% de la production, dont Contrex, Vichy...), BSN, Gervais-Danone (24% des eaux minérales dont Évian, Badoit, et 50% de la production française de bière), Vittel (23% du marché, contrôlé pour 1/4 par la multinationale Nestlé). Déjà, à la fin mai, les ventes du secteur boissons de la BSN étaient en augmentation de 18%, ce qui veut dire des cadences accrues pour les travailleurs qui embouteillent l'eau minérale...

Les affaires des capitalistes marchent d'autant mieux qu'une spéculation sur les eaux minérales est organisée pour provoquer un boom de la demande : rumeur d'une hausse de 10 à 11% des eaux minérales, bruits d'une pénurie d'eaux minérales ; ceux-ci sont alimentés par des restrictions dans les quartiers populaires et dans les petites épiceries, moins bien approvisionnées que les grandes surfaces ; de plus, dans certains magasins, la vente est limitée à deux ou trois bouteilles.

Pour les capitalistes, toutes les occasions de faire des profits sont bonnes, même la sécheresse !

INTERNATIONAL

PALESTINE OCCUPÉE : LUTTE CONTRE LES EXPROPRIATIONS

Beit Jala est un gros village situé au Sud de Jérusalem. Depuis deux semaines, ses habitants sont mobilisés : les ingénieurs sionistes sont venus au village pour mesurer les terres. Ils viennent établir des plans pour exproprier les paysans en vue de créer des colonies.

A peine arrivés, les habitants de Beit Jala se dirigent tous ensemble vers les terres que les ingénieurs mesurent et leur demandent de quitter immédiatement ces terres. Ceux-ci ne cachent pas leur but : ils veulent construire des colonies allant de Beit Jala à Jérusalem. Les terres qu'ils veulent exproprier sont fertiles et plusieurs maisons y sont construites. Les paysans en colère s'écrient tous ensemble : «C'est notre terre, nous l'avons héritée de nos pères, de nos grands-pères. Aucune force ne peut nous en chasser. Nous sommes prêts à mourir en la défendant».

Depuis le jour de l'arrivée des ingénieurs, qui sont



repartis aussitôt, les habitants de Beit Jala font la garde autour de leurs terres. Ils sont déterminés à empêcher leur expropriation.

LE PLAN DE COLONISATION

La colonisation de Beit Jala fait partie d'un vaste plan de colonisation, nou-

vement établi par les autorités sionistes. Ce plan a été proposé par le département de colonisation de l'Agence Juive.

Le plan prévoit la création de 167 colonies d'ici jusqu'à la fin de l'année 1990. Ces colonies doivent se situer en Galilée, au Sud de la Palestine et dans les terres occupées en 1967. Actuellement, le gouvernement étudie la création de 29 de ces colonies.

Les colonies en Galilée devront être situées entre Nazareth et la frontière libanaise. Il est prévu d'en construire cinquante, les colonies seront au nombre de six mille familles. En Cisjordanie, au Golan et au Sinaï, il est prévu d'y installer trente colonies dans les deux années à venir et ensuite, trente trois autres devront suivre.

Au Sud de la Palestine, environ cent, cent cinquante colonies seront installées entre Rafah, Bir-Sabaa et le

Sinaï. Il s'agit de lier les trois régions par une série de colonies. Un récent discours du ministre Allon va encore plus loin : il demande de continuer cette série vers le golfe d'Akaba, en appelant les «Israéliens» à se mettre en marche vers cette région.

La lutte des habitants de Beit Jala contre leur expropriation ainsi que celle des habitants de Galilée en mars dernier et celle des habitants d'Ariha soutenus par l'ensemble du peuple palestinien est le début d'une longue résistance à ce gigantesque plan, car toutes ces terres sont habitées et cultivées depuis plusieurs siècles. Pour ces colonies, il faut qu'il y ait un nombre important de colons. D'où viennent-ils ? Il est intéressant de voir que plus de la moitié viennent d'Union Soviétique. Quand on voit l'importance de ces colons pour la survie d'Israël, on voit le grand soutien qu'apporte l'Union Soviétique à cet Etat raciste.

TOUT POUR LA RÉSISTANCE ET LE MOUVEMENT PATRIOTIQUE LIBANAIS

L'attaque contre le camp de Tall Zaatar, les massacres de Palestiniens et Libanais par les Phalanges, et par les troupes syriennes appellent la solidarité la plus urgente, la plus active, la plus déterminée. La Révolution Palestinienne mène son combat le plus décisif depuis le Septembre Noir de 1970. Sa victoire signifierait l'échec de tous les plans impérialistes au Liban.

Le soutien doit être de toutes sortes : manifestations, meetings, mais aussi propagande la plus large, collecte de nourriture, de médicaments, d'argent pour s'en procurer.

Partout en France, le complot contre les peuples arabes doit être dénoncé, partout le soutien à la Résistance Palestinienne et au mouvement patriotique libanais doit s'affirmer.

CRIMES DES PHALANGISTES

Après la prise du quartier de Jisr el Bacha mercredi, les phalangistes ont commencé à le «nettoyer», tirant froidement dans les maisons et les abris, assassinant femmes et enfants, en tout 140 personnes, pratiquant des viols, achevant les blessés. Ils ont emmené 450 prisonniers. Le quartier de Jisr el Bacha était peuplé en majorité de Palestiniens chrétiens. Un certain nombre d'entre eux avait pu rejoindre Tall el Zaatar.

LE CAMP DE TALL-ZAATAR

par Jean-paul GAY

— Question : Tu as visité Tall Zaatar à plusieurs reprises. Quelle est la situation dans ce camp ?

— Jean-Paul : Il faut avoir vu le camp de Tall-Zaatar, aujourd'hui pris pour cible par l'artillerie phalangiste, pour bien mesurer la situation des réfugiés palestiniens au Liban. Dans ce camp, qui est le plus grand de l'agglomération de Beyrouth, s'entassent 20 000, peut-être 30 000 personnes. Le camp est formé de petites maisons souvent minuscules, avec une seule petite pièce pour toute la famille. Les rues ne sont en réalité que des ruelles, tellement étroites qu'à certains endroits, deux hommes y passent tout juste de front. Dans ce camp, ne vivent pas seulement des Palestiniens, mais aussi de très nombreux Libanais pauvres, en particulier des petits paysans chassés du sud par les expropriations ou par les attaques israéliennes. La vie ici côte à côte, souvent dans des conditions matérielles identiques, contribue grandement à sceller la solidarité des Palestiniens et des Libanais.

— Quelles conséquences a eu le contrôle du camp par la Résistance Palestinienne ?

J.P. : L'idée de rayer de la carte de Beyrouth, le camp de Tall-Zaatar, ne date pas d'aujourd'hui, (même si c'est plus que jamais l'objectif des phalangistes, dans le cadre de



leur plan de partition), mais de 69. Les terres sur lesquelles est bâti le camp, appartiennent aux moines maronites, qui possèdent aussi dans le voisinage, des vergers où de nombreux habitants du camp sont exploités comme ouvriers agricoles.

Pour ces gros propriétaires, appuyés par la réaction phalangiste, Tall-Zaatar est devenu depuis 69, une enclave dont l'existence est intolérable à leurs yeux. Car 1969, c'est précisément l'époque où la Révolution Palestinienne a pris le contrôle des camps de réfugiés palestiniens et où, par conséquent, à Tall-Zaatar, la population du camp a pris en mains l'organisation de son existence, mis fin à une situation où sa survie même était menacée ; ainsi, par exemple, ont

commencé à être construits des maisons en briques là où les autorités libanaises n'avaient autorisé que des baraques en tôle.

C'est à Tall-Zaatar, en janvier de cette année, que l'OLP a ouvert la première école entièrement organisée sous la direction de la Résistance, alors que jusqu'à présent, on utilisait le cadre limité des écoles de l'UNWRA (ONU) pour fournir une éducation minimum sur la société palestinienne. On imagine les progrès réalisés par rapport à la période d'avant 69 où à Tall-Zaatar, comme dans les autres camps, parler dans les cours de l'histoire de leur peuple, était pour les enseignants palestiniens, prendre le risque d'être emprisonné par les

autorités du Liban. Ce sont tous ces acquis que les réactionnaires phalangistes veulent écraser sous leurs chars.

— Les phalangistes eux-mêmes considèrent Tall-Zaatar comme un bastion quasi imprenable. Pourquoi ?

J.P. : Le facteur décisif assurément, c'est la grande mobilisation populaire, le degré d'organisation. L'Union des Etudiants, le syndicat des travailleurs sont bien implantés. Ainsi, ce sont des femmes de Tall-Zaatar qui en 72, furent parmi les principales meneuses de la grève ouvrière de l'usine de biscuits Ghandour, proche du camp. La milice populaire mise sur pied dans ce camp depuis 69 est particulièrement puissante et a entraîné la grande masse de la population au manie-

ment des armes. De nombreuses dispositions ont été prises pour l'auto-défense. Comme nous l'avait expliqué un responsable du comité populaire, qui administre le camp, des leçons très précises ont été tirées des massacres de Jordanie en 70, où il y avait notamment une insuffisante décentralisation de secours. Aujourd'hui, des postes de premiers secours sanitaires sont disséminés dans le camp. Je nombreux secouristes ont été formés parmi la population, pour donner les premiers soins. Des abris souterrains ont été creusés. Tout le camp est divisé en zones, chacune ayant à sa tête un comité populaire de la zone, regroupant les organisations de fedayin et les organisations de masse, et gérant la vie du camp dans la zone. Au total, dans ces conditions, même la chute d'une partie du camp ne signifierait nullement la fin de la résistance de l'ensemble du camp.

A l'entrée du camp de Tall-Zaatar, j'ai vu peinte, immense, sur un mur, l'emblème de «Al Assifa» : «La Tempête». C'est le nom de la première organisation militaire dont les commandos, venus de Jordanie avaient franchi le Jourdain dès 1965 pour porter la guerre à l'intérieur de la Palestine occupée. Pour poursuivre cette lutte de libération, soyons sûrs que les défenseurs de Tall-Zaatar feront de chaque pouce de terrain un tombeau pour les agresseurs.

PAYS CATALANS : DÉPART DEMAIN DE LA MARCHÉ DE LA LIBERTÉ

La «Marche de la liberté» doit partir demain. Organisée par toutes les organisations de jeunesse démocratiques des Pays Catalans, elle doit parcourir la campagne de Catalogne et du Pays Valencien pendant tout l'été. A chaque halte, les jeunes organiseront un meeting pour expliquer le sens des revendications de l'Assemblée de Catalogne : essentiellement le statut d'autonomie de 1932. Cinq colonnes doivent converger sur Ripoll où sont enterrés les rois catalans du moyen-âge. Cela se terminera par un grand meeting le 11 septembre, fête nationale catalane.

Le gouvernement a interdit la marche et a déjà sanctionné plusieurs responsables.

o LUTTES CONTRE L'APARTEID : Des militants de la campagne anti-Outspan ont empêché par des manifestations, la tenue de plusieurs concerts de racistes sud-africains qui devaient être organisés à Paris et dans l'Ouest. D'autre part, alors qu'Europe 1 organise avec sa caravane un «jeu Outspan» tous les soirs, ce jeu a été annulé à Rouen par des manifestants de la campagne Anti-Outspan.

INTERNATIONAL

ESPAGNE

LA DÉMISSION DE ARIAS NAVARRO

Le gouvernement Arias Navarro aura tenu six mois. Pendant ces six mois après la mort de Franco, des changements importants sont apparus en Espagne, et d'abord un mouvement de masse important, persistant, malgré une violente répression de la part de l'appareil fasciste qui s'est maintenu. Cette violente répression, sanctionnée par de nombreux assassinats, la torture dans les prisons, une censure aménagée, atteste que tous les projets «libéraux» de transformation des institutions visent à maintenir au pouvoir la même oligarchie sur laquelle reposait le régime de Franco.

Navarro s'est trouvé chef d'un gouvernement composé à la fois des anciens du franquisme et de ceux qui voulaient en modifier les formes. C'est ce gouvernement qui a adopté la loi légalisant les partis : à la tête du gouvernement, Navarro a assuré la transition entre Franco et Juan Carlos, entre une forme du fascisme et une autre, qui prend des dehors «démocratiques» tout en assurant la dictature la plus violente contre les masses. Navarro n'a accepté qu'à reculons les ouvertures proposées par ses ministres, deux fois il a proposé sa démission qui a été refusée par Juan Carlos. Il a dû s'y plier comme les Cortes, le parlement des fascistes, car l'oligarchie n'a pas d'autre solution.

Maintenant, Navarro est écarté parce que ce qu'il devait faire est accompli : la loi sur les partis est adoptée, les partis bour-

geois ont commencé à se placer pour les élections de 77.

Le PCE sera-t-il à son tour légalisé ? Jusqu'à présent, le gouvernement Navarro a répondu non. Mais les ministres de Navarro ont déclaré qu'ils étaient pour la légalisation du PCE dans un «délai raisonnable». Juan Carlos déclarait devant le Congrès américain qu'il voulait établir une «participation sans discrimination d'aucune sorte». La légalisation du PCE est au centre des débats dans l'oligarchie espagnole, parce que les premières réformes institutionnelles n'ont pu diviser suffisamment les forces démocratiques, notamment «la coordination démocratique» où sont rassemblés tous les partis de l'opposition espagnole. Et sans la participation de ces partis, du moins d'une partie d'entre eux, dans le cadre d'une opposition parle-

mentaire par exemple, les projets des ministres libéraux sont sans avenir.

Pour le régime, la mise en œuvre de la libéralisation est d'autant plus urgente que les mobilisations des masses gagnent en profondeur, contre les effets de la crise économique : 4,5 % de hausse des prix dans le seul mois de mai, au moins 1 million de chômeurs, dont un quart touche des allocations chômage. Aux puissantes manifestations pour l'amnistie se sont ajoutées dans les dernières semaines, les manifestations d'associations de voisins, de ménagères, de paysans, par dizaines de milliers, contre la hausse des prix, les effets de la crise sur les masses.

L'oligarchie sait que la répression brutale est insuffisante pour stopper ce mouvement : elle cherche en même temps à le canaliser dans les formes institutionnelles, par l'intermédiaire de l'opposition bourgeoise. La libéralisation et la répression sont inséparables du régime que veut installer Juan Carlos. Transformé en bouc émissaire responsable de la crise économique, Arias Navarro doit céder la place à des ministres plus capables de réaliser ce projet.

Grégoire CARRAT

LUTTES OUVRIÈRES ET POPULAIRES

À l'entreprise métallurgique VERS de Madrid, la lutte des travailleurs se poursuit avec la solidarité des autres ouvriers de la métallurgie et d'autres secteurs. Cette lutte très combattive dure depuis janvier malgré la répression.

À Hutchinson (Madrid), plus de cent-dix travailleurs ont été licenciés au cours des dernières luttes. Tous se sont enfermés dans l'église de Notre-Dame de la Visitation dans le quartier de Moratalaz.

À l'ITT, la direction, pour s'opposer à l'essor des luttes, menace de mettre l'entreprise sous le régime de la surveillance militaire spéciale. Les travailleurs s'opposent à cette militarisation complètement injustifiée, car seulement tren-

te-cinq travailleurs fabriquent du matériel destiné à l'armée.

À Valladolid, environ six mille métallos ont manifesté pendant une heure.

À Valence, dans plusieurs usines, il y a eu des assemblées pour protester contre les poursuites de travailleurs accusés de faire partie des commissions ouvrières et qui encourent quatre ans de prison. Ces derniers jours ont été marqués par l'entrée en lutte de couches très diverses dans tout le pays.

LUTTES PAYSANNES

Ainsi, dans plusieurs régions de Catalogne, les paysans refusent de vendre leurs produits pour protester contre

les prix fixés par les monopoles.

À València, quinze mille paysans ont manifesté.

LUTTES CONTRE CES CONDITIONS DE VIE ET DE TRAVAIL

Les travailleurs de l'auto-route du Pays Basque sont en grève depuis jeudi 24 juin. Ils disent qu'ils refusent de «vivre comme des bêtes», demandent une augmentation mensuelle de cinq mille pesetas, l'amélioration de la nourriture, et un logement correct.

Au Pays Basque, à Artuegna, 250 femmes ont manifesté avec leurs enfants pour demander des crèches. À Bilbao, deux cents employés



Assemblée de travailleurs dans une église

SOIRÉE D'HOMMAGE A EL OUALI

Plusieurs centaines de personnes emplissent la salle de la rue de Rennes jeudi soir. Elles étaient venues rendre un dernier hommage à Sayed El Ouali. Le représentant du Front Polisario, a retracé la vie du secrétaire général, toute entière tournée vers la libération de son peuple, depuis des années. El Ouali avait su transformer en propositions politiques la volonté d'indépendance du peuple sahraoui. Notamment, il déjoua la tentative maroco-mauritanienne de dresser les uns contre les autres les peuples de la région, en défendant le point de vue que tout devait être fait pour créer une profonde unité de combat entre les peuples marocain, mauritanien et sahraoui. Ce souci est celui qui guide la lutte des Sahraouis aujourd'hui.

De nombreux messages furent lus à la tribune, tandis qu'une délégation de la République Démocratique et Populaire de Corée se trouvait dans la salle. L'ambassade de la République Démocratique du Vietnam avait envoyé un message. Les organisations démocratiques espagnoles, de nombreuses organisations françaises, des organisations chiliennes, dominicaines avaient tenu à s'associer au deuil du peuple sahraoui et réaffirmer leur soutien total à sa lutte jusqu'à la victoire.

L'Etat d'urgence au Pérou

LA JUNTE CONTRE LES BIDONVILLES

À la suite des hausses de prix décidées par le gouvernement, d'importantes manifestations se sont déroulées dans les rues de Lima. La police a riposté en attaquant les manifestants à coups de grenades lacrymogènes.

Les 1 500 000 habitants des bidonvilles de la capitale ont notamment été victimes de cette répression brutale : les plus violents affronte-

ments se sont tenus dans ces quartiers.

Malgré l'état d'urgence proclamé jeudi à midi, les manifestations se sont poursuivies toute la soirée. Des blindés et des voitures à chenille ont pénétré dans les bidonvilles «en tirant en l'air». L'application de l'état d'urgence et le quadrillage par l'armée de la ville de

Lima, permettent à la police d'arrêter qui elle désire. En février 75 (notre photo) Lima avait déjà été mise en état de siège à la suite de manifestation contre les hausses

gnes opérant au Pérou cherche à obtenir de substantiels avantages dans le pays, par le biais d'accords économiques et en exerçant un chantage à l'aide de la dette.



Les rues de Lima occupées par les tanks

de prix. En février 76, l'état de siège était décrété en pays minier, contre les mineurs en grève.

La crise économique pèse depuis 1973. Les ouvriers s'organisent dans des organisations indépendantes de la junte, qui accentue son caractère répressif. Dans le même temps, elle est soumise à de très fortes pressions de l'impérialisme américain, qui après s'être vu nationaliser ses principales compa-

de maison ont manifesté pour leurs revendications (sécurité sociale, congés payés). À Santurfe, plusieurs milliers de personnes ont manifesté dimanche 27 contre l'implantation d'une centrale nucléaire.

Les luttes contre l'oppression nationale des Basques se développent également : festival basque à Urquioea. Lundi dernier, à San Sebastian, distribution d'un document dénonçant la répression et les tortures ; cent quarante intellectuels ont rédigé un document exigeant le Fuero (statut d'autonomie pour le Pays Basque).

À Madrid, la Coordination Démocratique organise une semaine pour la liberté et l'amnistie. Diverses actions sont projetées, la semaine se terminera par une manifestation à midi le dimanche 11 juillet. Actuellement, les commissions ouvrières organisent également une large campagne pour l'amnistie de toutes les sanctions et licenciements de travailleurs ces dernières années.

PORTUGAL : APRÈS LES ÉLECTIONS, L'AUSTÉRITÉ

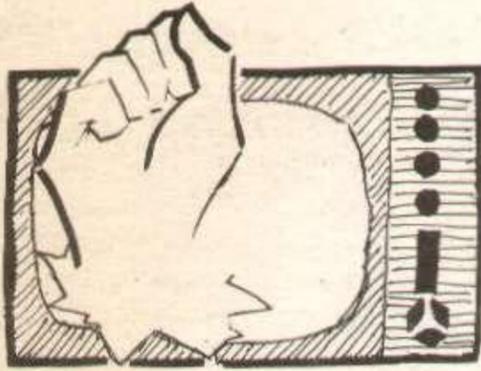
Le gouvernement portugais se réunit sans arrêt, avant de se dissoudre : dans le courant de la semaine prochaine il devra céder la place au gouvernement de Mario Soares nommé par Eanes.

Les dernières décisions de ce gouvernement sont un plan d'austérité, présenté par le ministre socialiste des finances. Les impôts seront augmentés, le gaz, le pétrole et le gaz de ville vont également augmenter, l'essence devrait être rationnée et la circulation limitée pendant les week-ends.

Ces premières mesures annoncent le ton qui sera celui du prochain gouvernement : faire supporter encore plus aux travailleurs portugais le poids d'une crise économique très importante. Elle se traduit notamment par un déficit extérieur de 250 millions de dollars tandis que les emprunts à l'étranger se sont multipliés.

● URSS : Le gouvernement danois a protesté contre le fait que des navires soviétiques ont gêné les manœuvres de la marine danoise dans la Baltique. Le gouvernement norvégien est intervenu auprès des autorités soviétiques à la suite de l'annonce par l'URSS de tirs de fusée en mer de Barents.

Gala de soutien à la lutte des peuples d'Espagne avec le chanteur basque Imanolo, samedi 3 juillet à 21 H, salle des fêtes du grand parc à Bordeaux.



Derrière l'écran Les dessous de la bataille du téléphone QUE VEUT LA THOMSON ?

Le gouvernement a arrêté le 13 Mai 1976 le programme des PTT en matière de téléphone pour les 7 années à venir (jusqu'en 1982).

Norbert Segard, secrétaire d'Etat aux PTT : «d'ici à 1980, 135 milliards de francs de commandes seront lancés. L'objectif serait d'atteindre 20 millions de lignes en 1982 pour 7 millions à la fin décembre 1975 ; le délai moyen de raccordement devrait être de 15 jours (il est actuellement de plus de 11 mois).

Un gros gâteau donc... Quelles explications à cette croissance très importante (avec un fort démarrage de 1975 à 1978) ? Deux explications semblent se dégager : d'abord équiper l'économie française avec un réseau téléphonique adapté, ensuite et surtout permettre aux couches moyennes, les plus demandeurs de téléphone actuellement, d'accéder rapidement à ce confort, et cela si possible avant... 1978 année des élections !

QUES'EST-IL PASSÉ ? LE BALLET ITT-THOMSON-ETAT...

Même à titre transitoire, le choix du «spatial» (voir encart : l'évolution technologique), posait un problème industriel et politique de taille. Un seul producteur maîtrisait la technique, les filiales d'ITT, le trust américain, (LMT et CGCT) en France...

En Juin 1975, les PTT avaient 4 objectifs :

- empêcher ITT d'avoir une part trop importante, mais aussi

- faire entrer le premier groupe électronique français, Thomson, dans le téléphone. (Si la vente d'armements et les exportations tous azimuts ont été et restent un atout majeur de Thomson, la taille et la stabilité des profits qu'offre le téléphone l'ont incité à dénoncer les accords de non-concurrence signés avec la CGE et à vouloir faire une percée avec l'aide des Canadiens de Northern Electric)

A travers cette opération

le double but visé est bien :

- d'accroître la concurrence
- d'accroître l'exportation : doubler en 5 ans les ventes à l'étranger.

La partie s'est jouée en trois temps. On «consulte» tout le monde, tout le monde répond en septembre 75 (ITT égal LMT plus CGCT, Philips, CGE (CIT-Alcatel), SAT, Ericsson, Thomson).

Premier écrémage en décembre où il apparaissait que Thomson n'avait pas satisfaction.

Après un marchandage marathon, qui passe notamment par la «persuasion» d'ITT par Segard de céder sa part de LMT (68 % des actions pour 720 millions de francs) à Thomson, laquelle a racheté également la majorité des actions d'Ericsson-France, on arrive à la perspective suivante :

- techniquement : en électronique, le «crossbar» a encore quelques belles années, en spatial ce serait



un «Métaconta» bâtard CGCT-LMT (autrement dit ITT-Thomson) et le système AXE (Thomson), en temporel ce serait CIT-Alcatel CGCT) avec le E 12.

- industriellement : Thomson majoritaire dans LMT et Ericsson-France, prend une place prépondérante dans le téléphone. L'avenir est rose tant en France qu'à l'exportation et Thomson renforce sa place dans l'électronique. Déjà en 1975 Nouvelle «Il est manifeste que les pouvoirs publics ne sont pas étrangers à la réussite du groupe. Loin s'en faut...»

La CGE, quant à elle, va prendre le rôle de leader pour le temporel.

ITT a empêché (une somme supérieure à ce qu'elle aurait eu dans 2 ans en cas de nationalisation ? mais qui plus est a réussi à faire retenir le choix du Métaconta bâtard avec participation de sa filiale CGCT : royalties au bout du chemin...

- commerciallement : à la conquête des marchés existants à partir de la «vitrine» que sera alors le

marché français, Thomson et CGE qui ont constitué une filiale commune à l'exportation.

QUELLES CONSÉQUENCES POUR LES TRAVAILLEURS ?

La redistribution industrielle ne devrait pas changer grand chose à la répartition des marchés des PTT. Les effets de la concurrence ravivée par les PTT ne devraient se manifester qu'après 1980. Mais la mutation technologique va bouleverser les conditions de la production : ce seront désormais les fabricants de composants (et non plus les entreprises de télécommunications) qui tireront les marrons du feu. Conclusion : des entreprises de télécommunications auront besoin de moins de personnel, et d'un personnel différent : moins d'ouvriers, de techniciens de montage, plus de techniciens et d'ingénieurs : compression, reconversion et non embauche...

Les ateliers noirs

Quand Thomson paie ses ouvriers 500 F par mois

«Thomson, c'est mieux pour vous», «Thomson à la pointe de la technique française...» Vous connaissez ces arguments publicitaires, cet étalage de slogans-choc qui inondent les organes de presse de la bourgeoisie.

Le trust ne rate pas une occasion de soigner son image de marque : faire passer l'image d'un trust propre, tourné vers l'an 2000... que n'a-t-on entendu ces slogans pendant les trois semaines qu'a duré la course transatlantique : Thomson, associé au club Méditerranée a financé l'opération Alain Colas.

Ce dont Thomson se vante moins, c'est de ces petits sous-traitants qui ont leurs ateliers à Vitry, au Kremlin-Bicêtre ou rue du Pont au Choux près de la place de la République à Paris. Des sous-traitants pas comme les autres...

Dans ces ateliers de 150 à 200 personnes des travailleurs handicapés physiques ou mentaux font du sertissage ou du rivetage de pièces de radars. Les locaux et la main d'œuvre sont fournis par la Sécurité Sociale, Thomson amenant la besogne et un encadrement trié sur le volet.

Le salaire ? Aux pièces. Et encore, ces pièces sont contrôlées dans les usines de la région parisienne et seules les bonnes pièces sont prises en compte pour le calcul du salaire ! Là où l'opération confine à l'odieux, c'est que le salaire versé ne doit pas excéder 500 F par mois, sinon la Sécurité Sociale retire sa couverture. Mais cela ne freine pas pour autant l'ardeur des «petits chefs» qui poussent au rendement...

Et aux travailleurs de Thomson révoltés par ces pratiques, cette exploitation éhontée, les directeurs de Thomson ont le front de répondre qu'on ne va pas leur reprocher ces «bonnes œuvres en faveur des déclassés».

ENQUÊTE RÉALISÉE PAR JULIEN LEBLOND ET DES SYNDICALISTES DE THOMSON

Le développement technologique

Trois systèmes en présence :

1) système électronique «crossbar» : la parole est transmise sous forme «analogique» : les variations d'intensité de la voix sont transformées en courant électrique dans les appareils des abonnés.

2) commutation spatiale : elle utilise le même principe de transmission de la parole. Cependant ce système se caractérise par une plus grande miniaturisation des relais.

3) commutation temporelle : la transmission de la parole est totalement différente

les variations d'intensité de la voix sont mesurées et codées (éléments binaires). Les techniques sont assez voisines de celle de l'informatique (on utilise les mêmes composants électriques).

Les systèmes spatial et temporel tiennent beaucoup moins de place que les centraux électromécaniques et emploient moins de personnel ; il ne faut pas pour autant en attendre une baisse de la taxe téléphonique.

Actuellement, en 1976, c'est le système de communication spatiale qui est plus économique pour les centres

urbains, mais tout le monde s'accorde pour penser que la technique temporelle est celle de l'avenir.

Or le système temporel se présente sous 2 formes :

- E 10 : de petite capacité, déjà opérationnel.

- E 12 : de grande capacité, qui ne sera disponible que dans 3 ou 4 ans.

Il se pose donc un problème de transition, en attendant que le temporel grande capacité soit disponible (1980) : le spatial devient la solution transitoire.



VIE DU JOURNAL

TEXTES et DOCUMENTS
issus du
DEUXIEME CONGRES
(juin 1976)



**PARTI COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE**
marxiste-leniniste

front rouge

La brochure contenant les textes issus du 2^e Congrès du PCRml vient de paraître.

PASSEZ VOS COMMANDES à
FRONT ROUGE
BP 68 - 75019 PARIS - CCP 31 191 14 La Source
12 F + 3 F de port

A PROPOS DE LA GRÈVE DES ÉBOUEURS DE MARSEILLE, lu dans «L'Huma» du 28.6

«Aucun accord en effet n'a pu être établi entre l'administration municipale et le collectif des grévistes CGT, CFDT, FO. Plus de la moitié des éboueurs et du personnel FO faisait partie du collectif, en fin de semaine, les éléments FO étant majoritaires. Il est toutefois possible que pour éviter des incidents (sic) le travail reprenne, bien que la négociation soit rendue impossible par «l'intransigeance du maire» comme le souligne le collectif.

(L'article a dû être rédigé samedi soir ou dimanche matin car lundi matin, la

radio annonçait la reprise du travail après cinq jours de grève).

Gaston Deferre : «Il ne s'agit pas d'une grève (!) mais d'une entrave à la liberté du travail organisée par une minorité agissante»

(«L'Huma» reproduit la citation sans commentaire, sans dénoncer qu'un maire socialiste n'a pas hésité à faire appel à l'armée pour enlever les ordures, refusant de rencontrer les travailleurs en grève et d'étudier leurs justes revendications. Voilà comment seront réprimées les luttes si la gauche passe !).

Le journaliste de «L'Huma» ajoute que «les organisations syndicales CGT, CFDT, FO engagées dans l'action demandent aux grévistes d'abandonner le lieu de travail afin de ne pas courir le risque d'affrontement» (!)

Et le journaliste termine l'article sur un ton pleurnichard : «Une avalanche de déclarations, d'articles et de communiqués radio-diffusés tendent depuis 48 h à donner à la grève une signification politique» (déclaration du comité P«C»F de Marseille). (On insinuerait que les révis seraient à l'origine de la grève) : «Le PCF n'a ja-

mais manipulé personne ! s'écrie le journaliste. Et de s'écrier que le «Meridional» joue son rôle de diviseur de la gauche : «Que cherchez-vous ? Est-ce là l'intérêt de l'union ?».

1) Les gens de FO sont des gens qui sont certainement au PS dans la mesure où jusqu'en 1970, la consigne était de se syndiquer à FO.

2) Après l'affaire Deferre comme briseur de grève, il faut se rappeler l'invitation faite aux flics par le «socialiste» Borella à Nancy pour chasser les étudiants en lutte contre la réforme Haby-Sèité.

Corres. Longwy

LE SOUTIEN AUX DEUX ANTI-FASCISTES DE BOULOGNE-BILLANCOURT S'ORGANISE

Jeudi dernier 24 juin, une quarantaine de personnes se sont réunies pour constituer un comité de soutien pour la libération de Le Sénéchal et Arnulf. Ces deux anti-fascistes s'étaient fait interpeller jeudi 10 juin à proximité des usines Renault, alors qu'ils protégeaient la sortie des immigrés de l'équipe du soir d'une agression possible des fascistes du Front National, qui tenaient, au même moment, un meeting en plein Billancourt.

Les deux anti-fascistes inculpés par le juge Kuck de «détention d'explosif et tentative de dégradation d'édifice par explosif», SONT PASSIBLES DE LA COUR D'ASSISES !

Le comité de soutien pour leur libération s'est constitué sur un triple objectif :

I - Populariser l'initiative des deux camarades en expliquant qu'ils sont des anti-fascistes (ce qu'ils ont déjà affirmé face au juge) qu'ils ont raison de l'être, et en rétablissant ainsi la vérité par rapport à toutes les versions mensongères qui sont répandues.

II - Soutenir politiquement les camarades en constituant un rapport qui leur soit favorable et qui interdise au pouvoir d'écraser impunément les anti-fascistes.

III - Faire tout pour la libération des deux camarades, le cas de ces deux camarades montre la volonté de la bourgeoisie de monter d'un cran dans la répression des militants anti-fascistes.

Après Serge Mazoné et Jean-Jacques Lahaïné, condamnés à six mois fermes, après Roux et Colomb condamnés à deux ans et 18 mois fermes, maintenant la menace de la cour d'Assises !

Pour prendre contact avec le comité, pour soutenir financièrement les deux camarades, pour envoyer des éléments pour un dossier anti-fasciste, écrire ou passer à la librairie Floréal, 121, avenue du Maine, 14^e.

Le comité de soutien pour la libération de Le Sénéchal et Arnulf

Après le 2^e Congrès du PCRml, la section de Bordeaux invite ses sympathisants et amis à participer à une réunion-débat sur les travaux de ce 2^e Congrès :

**Samedi 3 juillet, 14 H
23, rue Couffron à Bordeaux**

COMMUNIQUÉS

Le Comité de soutien à Roux et Colomb s'est réuni et a défini un plan de popularisation :

- stand à la fête anti-répression de Lorient
- une participation à la fête de Malville
- meeting, variété, débat.

Nous avons besoin de tout le monde, car nous avons un travail considérable en vue de ce meeting-variété.

RÉUNION MARDI 6 JUILLET

SALLE AGECA

177, rue de Charonne (métro Alexandre Dumas)
Ou venir 9, rue Bréquet 75 011 Paris

Le numéro 5-6 de «Psychiatisés en lutte» revue du Groupe d'Informations Asiles BP N° 20 75721 Paris Cedex 15.

Au sommaire, un article sur une lutte dans une institution psychiatrique : Moisselles ; famille ; liens affectifs ou rapports politiques.

Le n° 86 du «Clinton», «Hebdo Cévenol d'Informations» 30960 Les Mages, publie un article sur l'Auzonnet, rivière transformée en égoût par la pollution et détournée en plusieurs points par des forages effectués par les Houillères.

Une brochure sur les activités de Melle Fauconnet, inspecteur de choc qui a réduit au chômage plusieurs maîtres auxiliaires, par des notes d'inspection défavorables. S'adresser pour toute commande à François Barraud, 24 avenue de Verrières, bâtiment A, escalier A, 91 300 Massy.

CHAPITEAU GRAIN DE SEL

PRÉSENTE PLACE CARLI A MARSEILLE AUJOURD'HUI

- 14 H : «Attica», film
- 15 H 30 : Musique-animation enfants
- 18 H : «Quand tu disais Valéry», film : Beltrame
- Après : bal avec des groupes musicaux locaux
- DEMAIN, JOURNÉE ANTI-RACISTE :
- 18 H : Musique avec El Halaka et groupe musical de Bassens
- 20 H : «Nationalité : immigré», film
- 22 H : Théâtre avec la troupe Z et le Mini-théâtre : «La France aux Français». Débat sur le problème du racisme.

CAMP DE LOISIRS POPULAIRES de l'Union Communiste de la Jeunesse Révolutionnaire

DANS LE GERS DU 14 AU 29 AOÛT 1976
camps de toiles, marabouts...

PROGRAMME CINÉMA DU CAMP DE LOISIRS DE L'U.C.J.R.

15 août :

Dettes pour salaire. Un véritable soviétique. Solitude du coureur de fond. Yvan le terrible. Etudier, produire, combattre. Mourir à Madrid. Le bonheur. Le peuple et ses fusils. La mort d'un homme sandwich. Et l'acier fut trempé. La parcelle. Tempête sur l'Asie. Chapaïev. Kashima paradise. Un film palestinien.

63^e TOUR DE FRANCE

8^e ETAPE :
BEAULIEU - DIVONNE-LES-BAINS



Cette étape de petite montagne n'a pas modifié notablement le classement général, mais a creusé les écarts parmi les plus mal classés, certains coureurs arrivant avec près de vingt minutes de retard sur le gros du peloton. Les derniers kilomètres ont vu deux tentatives d'échappée, des jeunes coureurs français, Michel Laurent et Alain Mesliet dans la descente du col de la Faucille qui ont eu un moment trente secondes d'avance puis de Labourdette qui a été rejoint à proximité de Divonne-les-Bains. Pour une fois, la victoire au sprint a échappé au maillot jaune Freddy Maertens, battu par Esclassan.

Classement de l'étape :

- 1-Esclassan
- 2-Maertens
- 3-Gavazzi
- 4-Paolini
- 5-Lasa

Pas de changement au classement général.



**TÉLÉPHONEZ
AU
QUOTIDIEN
208 65 61
DE 9 H A 17 H**

Le Quotidien du Peuple - Publication du PCRml
Adresse Postale : BP 225 - 75924 Paris - Cedex 19
CCP n°23 132 48 F Paris
Directeur de Publication : Y. CHEVET
Imprimé par IPCC Paris - Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

BLOC-NOTES

ELABORONS ENSEMBLE NOTRE GUIDE DES VACANCES

C'est bientôt le temps des vacances. Quelques semaines où nous devenons maîtres de nos journées. (De façon, toute relative, d'ailleurs : la fatigue d'une année à effacer par le sommeil, le repos ; les travaux ménagers qui ne s'arrêtent jamais ; tout un arrière de bricolage pour la remise en état de la maison, du jardin).

UN REGARD DIFFÉRENT SUR LE MONDE

Temps des vacances. On va quitter sa ville, sa région, peut-être la France. Et même si l'on reste, on pourra davantage se réapproprier les paysages, les décors urbains qui nous sont familiers.

Alors ne serait-ce pas le temps de découvrir d'autres aspects de notre ville, de notre région ? Et de faire connaître aux camarades, aux lecteurs du Quotidien du Peuple, tout ce que nous avons découvert ?

Nous qui voulons construire une autre société, ne devons-nous pas poser sur le monde un regard différent ? Et cela même lorsque nous devenons des vacanciers, des touristes.

Allons-nous suivre fidèlement les conseils d'un guide bleu ou vert pour déambuler en troupe d'une église « pur joyau de l'époque romane » à un musée « riche en œuvres de l'âge d'or espagnol » ? Allons-nous tâcher de dénicher les beautés d'une culture qui

nous est en grande partie étrangère puisqu'elle ne nous était pas destinée ?

Et même si nous nous plantons, perplexes, devant le « Duomo » de Milan ou la cathédrale de Strasbourg, ne devons-nous pas poser sur ces étonnantes dentelles de pierre un regard de classe ?

Pour qui ? Dans quel but ont été édifiés ces immenses temples ? Dans quelles conditions les travailleurs de l'époque ont-ils, pierre après pierre, dressé les flèches vertigineuses ? Où est leur part de créativité à ces sculpteurs, à

ces ébénistes qui usèrent leurs forces ou perdirent leur vie pour qu'au fil de générations de travailleurs exténués, exploités, s'édifient ces monuments que la peur et l'orgueil conjugués de la classe dominante voulaient faire monter toujours plus haut dans le ciel ?

DE QUELLE CULTURE S'AGIT-IL AU JUSTE ?

Devons-nous globalement, aveuglément, nous réapproprier toutes « les grandes œuvres classiques », les « chefs d'œuvre éternels », comme le

prétendent les révisionnistes ?

Mais cette réappropriation aveugle, passive, suffit-elle à faire changer la culture de camp ? N'est-ce pas plutôt introduire un ennemi plus ou moins sournois, dans notre camp ? Et c'est admettre qu'il n'y a pas besoin de créer une autre culture, une culture prolétarienne.

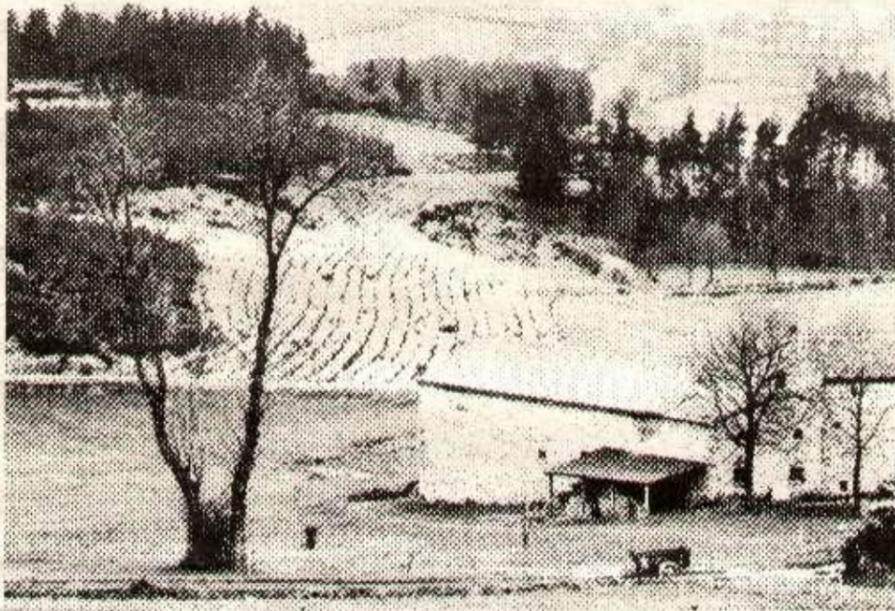
ELABORONS ENSEMBLE NOTRE GUIDE

Profitions des vacances pour nous livrer à une double démarche : revoir, réanalyser

les grandes productions culturelles (églises, musées, festivals de théâtre, de musique, livres), à la lumière de notre conception prolétarienne du monde.

Et partons à la découverte de productions ou de lieux révélant la créativité, la combativité, passées ou présentes des masses. C'en est pas facile car la classe dominante a toujours pris soin d'étouffer, de masquer tout ce qui pouvait être le signe de cette créativité.

Mais petit à petit, morceau par morceau, constituons-nous notre guide rouge des hauts lieux de lutte et des productions de notre peuple et des autres peuples.



Envoyez-nous des itinéraires, des haltes, des dates de fête populaire. Que nous les diffusions largement. Et que ceux qui vont voyager nous envoient leurs impressions, leurs réflexions de voyageur regardant le monde pour le transformer.

C'est ainsi que l'on formera, peu à peu, un front culturel de type nouveau.

Paule SACONNET

SAMEDI 3 JUILLET

TF1

18 h 50 - Magazine Auto-Moto
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 45 - Tour de France
20 h 00 - Journal
20 h 30 - Reagan - série américaine
21 h 20 - Ce soir, l'armée
22 h 45 - Journal

A2

18 h 00 - Clap - magazine du cinéma
18 h 55 - Des chiffres et des lettres
19 h 20 - Actualités Régionales
19 h 45 - Y'a un truc
20 h 00 - Journal
20 h 35 - FBI Années trente. Film TV américain
22 h 15 - Dix de Der
23 h 40 - Journal

FR3

19 h 05 - Programmes régionaux
19 h 20 - Actualités régionales
19 h 40 - Des hommes, un évènement
19 h 55 - Flash journal
20 h 00 - Au fil du Rhône
21 h 00 - La Perichole, opéra-bouffe de J. Offenbach
23 h 10 - Journal et fin

**POUR SOUTENIR
LE QUOTIDIEN
DU PEUPLE
ACHETEZ-LE
TOUS LES JOURS
DANS LE MÊME
KIOSQUE**

FEUILLETON

Hebken

Conte gueux

de
YOUENN CÔC

aux Éditions P.J. OSWALD

RÉSUMÉ : Youenn Hebken est jardinier chez le maire de Pont-l'Abbé, Monsieur Listiala. Il est « plein de reconnaissance pour son bon maître ». Un jour, le maire fait venir Youenn dans son bureau.

- Ai-je été assez bon pour toi, Youenn ?
- Oui, monsieur.
- As-tu pour moi de la reconnaissance ?
- Oui, mon maître.
- C'est bien, Youenn, tu vas me prouver tout de suite que tu n'es pas un ingrat.

Voilà Youenn attentif, donc méfiant.
- Tu sais, Youenn, que j'ai un fils, Jean-Jacques, qui a ton âge, et qui est, comme on dit, de la classe avec toi. Cela veut dire que vous aurez à faire le tirage au sort la même année, pour faire sept ans de régiment. Tu ne l'as jamais rencontré, parce que je l'ai envoyé à Bordeaux, chez un parent, qui s'occupe de le mettre au collège, tu vois, pour devenir un jour avocat.

Je ne voudrais pas qu'il soit dérangé dans ses études, ni toi non plus je suis sûr. Alors, je serais content si tu allais soldat à sa place.

Et Monsieur Listiala faisait un sourire paternel à Youenn.

- Je t'ai fait un certificat, Youenn, comme quoi, toi, tu n'as pas à tirer au sort, puisque tu es en somme cultivateur. Ainsi, tu peux prendre de plein gré la place de mon fils.

- Non, répondit Youenn, que les souvenirs militaires de Fanch Paokamm ne soulevaient pas d'enthousiasme, je ne veux pas.

Le maire le regarda féroce.
- Voilà comment tu me remercie ? Dehors, feignant, parasite, fils de pute ! Fous le camp de chez moi ! Et si tu n'es pas capable de trouver du travail avant une semaine, les gendarmes te chasseront de la commune ou te mettront en prison.

Youenn trouva un petit exploitant, un émigré rentré, qui lui confia son potager. Cet homme-là n'agit pas par charité, non plus, mais pour faire enrager Listiala, « ce pouilleux enrichi de nos dépouilles, ce renégat, ce bandit... » qui avait interdit qu'on donne du travail à Youenn.

Alors, le maire exigea que Youenn vienne quand même tirer au sort. Il déchira le certificat qu'il avait fait, et envoya un gendarme avec un décret signé du préfet, qui disait que le dénommé Youenn Hebken ne pouvait être considéré comme un journalier nourrissant l'armée de son travail, parce que son employeur était un rentier, ne possédant ni bœufs, ni chevaux, ni harnois, ni instrument de labourage, en un mot, n'étant pas cultivateur, et n'ayant ou ne tenant par mains ni terre à grain, ni terre à patates. Il ne lui suffisait pas de semer quelques légumes pour mériter l'état de cultivateur !

Et Youenn se présenta au tirage au sort. Le maire était là, prêt à ricaner s'il tirait le numéro du départ. Il lui aurait dit alors : « Voilà Youenn, c'est bien fait pour toi ! Si tu m'avais écouté, tu serais parti quand même, mais j'aurais pris soin de toi ».

Toujours est-il que Youenn n'eut pas à partir, mais que Monsieur Listiala eut à proposer de l'argent à plusieurs pour remplacer son fils, et qu'il ne trouva personne pour accepter, bien qu'il fit des enchères.

Et il fut forcé de le faire rentrer à Bordeaux où il faisait ses études.

Le malheur voulut que son bateau apporta la peste à Pont-l'Abbé.

Juste fut touché la ville, et pas Lambour. Pour une fois il fut bon d'être du bout du Pont !

La femme du maire, qui était imprégnée des vertus compatissantes du temps jadis, se dépensa beaucoup à visiter les malades. Et, malgré les conseils de son mari égoïste, elle encourut le mal, qui l'emporta presque en même temps que son fils.

Youenn Hebken, en apprenant le malheur du maire, n'éprouva ni pitié ni plaisir.

Seulement, moins d'un an après, Listiala, plus dur en affaires que jamais, obligea son employeur à lui vendre son manoir et ses maigres terres. De la sorte, Youenn fut chassé par son nouveau maître, qui avait déjà usé contre lui de cette rigueur. Youenn n'en fut donc pas étonné ni vexé.

Et Listiala régnant désormais sans conteste, non seulement sur la commune, mais sur le canton tout entier, Youenn Hebken préféra quitter Pont-l'Abbé et tenter sa chance ailleurs.

(à suivre)

OCCUPATION DU SITE NUCLEAIRE DE MALVILLE !

Eric BREHAT

Aujourd'hui, l'occupation massive du site de Creys-Malville marque un nouveau pas décisif dans la lutte populaire contre les dangers du programme nucléaire. Plusieurs dizaines de milliers de personnes sont attendues, au moins pour le week-end, et plusieurs milliers devront rester pendant le mois de juillet. L'objectif est d'empêcher la poursuite des travaux (que l'EDF n'a pas hésité à engager alors que l'enquête d'utilité publique n'était même pas finie) et, à terme, d'obtenir l'annulation du projet.

L'occupation, dans la mesure où elle va rassembler des militants et des habitants de différentes régions concernées sera aussi un lieu de débat et d'échanges permanents. Cela permettra en particulier de mettre à jour et de recouper toutes les manœuvres utilisées par l'EDF contre les populations qui s'opposent à l'implantation de centrales. Cela devra permettre enfin d'engager un large débat sur la signification du combat anti-nucléaire, sur les cibles qui doivent être les siennes.

OCCUPONS LE SITE NUCLÉAIRE

LES ÉTAPES DE LA LUTTE

On parle depuis près de deux ans de construire une centrale à Creys Malville, mais ce n'est que depuis le début 76 que le projet s'est précisé sous sa forme «surrégénérateur». L'EDF avait pourtant déjà commencé à faire pression sur les paysans pour leur acheter les terrains. «Ils ont commencé à 0,30 F le m²...

vous vous rendez compte ! Certains gars de la Tour du Pin ne nous ont pas tiré dessus, mais presque. Ils disaient «vous faites monter les prix, on ne pourra plus s'installer maintenant». Pourtant, ce n'était pas une vente normale, on n'était pas du tout vendeurs, nous !» expliquent les paysans. «Ici, tout le monde était contre la centrale. Mais les terrains, ils les prennent. Nous nous sommes battus tout seuls, et, au bord de l'expropriation, il a fallu vendre. Ceux qui nous ont reproché d'avoir vendu n'étaient pas là, à l'époque». L'EDF a donc réussi à acquérir les terrains.

LE RASSEMBLEMENT DE FLAVIEU

De février à juin 75, quatre comités locaux de défense contre la centrale se créent, à Lagnieu, Lhuis, Montalieu et Morestel. Une association de sauvegarde des sites entame une action en justice contre l'EDF, et contribue ainsi à faire connaître le problème. Une coordination Rhône-Alpes anti-nucléaire se met sur pied. Le procès, alors que l'EDF avait entamé les fouilles sans que l'enquête d'utilité publique ne soit close, est gagné par EDF ! Dans le même temps, les pétitions circulent, les réunions d'information, avec la participation de scientifiques se

multiplient, un débat contradictoire est organisé à Morestel. Un rassemblement anti-nucléaire, organisé à Flavieu clôt cette campagne. Environ deux mille personnes y participent, mais les paysans restent à l'écart : «Ils ont fait une manif de l'autre côté du Rhône. Nous, on les a attendus toute la journée ici. On se disait, ils vont bien faire un tour sur le terrain... mais rien ! On était bien déçus», nous disaient des paysans rencontrés en début d'année. Et pour certains, le bilan du rassemblement de Flavieu posait déjà la question de l'occupation du site.



dentes. Les comités anti-nucléaires, les comités de défense multiplient les enquêtes, les porte-à-porte dans les villages autour de Malville.

Dans le même temps, l'EDF (c'est-à-dire le gouvernement) s'inquiète : des militants de la coordination Rhône-Alpes se sont fait arrêter, lors d'un repérage des lieux. L'EDF a loué les services d'une entreprise de gardes privés, logeant dans le site même, et les rondes de police sont très fréquentes. Le sous-préfet de l'Isère est allé voir tous les maires de la région,

en leur «conseillant» d'interdire le camping sur leur commune, «en raison de la sécheresse». Certains maires ont cédé aux pressions, ceux de St Sorlin, de Morestel. Enfin, le «Dauphiné Libéré» n'a pas hésité à publier de fausses informations, attribuant par exemple l'arrachage des panneaux de signalisation indiquant Malville aux comités anti-nucléaires.

Cela n'empêchera pas l'occupation de bénéficier du soutien de nombreux paysans ; ainsi les 75 hectares sur lesquels elle se déroulera ont été prêtés par des paysans.

L'OCCUPATION

La décision en est prise le 17 janvier 76, lors d'une réunion où tous les comités présents décident d'occuper dès la reprise des travaux. La lutte passe à un niveau supérieur, et cet objectif permet de combattre les idées défaitistes résultant du peu d'effet des actions précé-

CONTRIBUTION AU DÉBAT SUR LE NUCLEAIRE

L'occupation du site de Malville est importante à deux points de vue : d'une part, par son ampleur, elle constitue une étape décisive dans la lutte engagée contre l'implantation anarchique des centrales nucléaires. De sa réussite, de sa capacité à mobiliser les travailleurs, les paysans, dépend une première victoire dans ce combat.

D'autre part, s'attaquant au nouveau projet de «filiale française», elle intervient directement contre la politique de crise de la bourgeoisie, dans ses choix à long terme.

Rappelons les précédentes étapes de cette politique : à la libération, c'est l'exploitation forcée des mineurs de charbon qui a permis le «relèvement de l'économie». Par la suite, du fait du prix dérisoire auquel était extorqué le pétrole aux pays du Tiers Monde, les mines ont été fermées petit à petit, pour «non rentabilité», entraînant des licenciements par milliers, et des pertes de salaire chez les mineurs. La guerre d'octo-

bre, au Moyen Orient, le front constitué par les pays producteurs contre le pillage impérialiste a obligé la bourgeoisie à revoir ses choix : légère reprise sur le charbon, et investissement massif dans le nucléaire, qui correspondait à la restructuration des trusts de fonderie, et permettait de disposer d'une technologie «exportable». Dans ce projet, l'impérialisme français s'est trouvé limité par sa faible puissance : la première filiale française n'était pas exportable, du fait de la puissance politique des Etats-Unis. D'où le revirement constitué par le choix de la filiale américaine, sous licence Westinghouse. La voie du surrégénérateur constitue une nouvelle tentative d'une filiale française, plus «rentable». Il s'agit bien d'un choix politique, du choix d'une bourgeoisie impérialiste qui espère se tailler une place sur le marché mondial, et qui n'hésite pas à faire des travailleurs les cobayes de ce projet, de même que dans d'autres domaines, elle espère leur faire payer les frais de sa crise.

Faut-il alors faire de ce combat une lutte contre le «nucléaire», en tant que tel ? Comme nous l'avons dénoncé de nombreuses fois, le programme nucléaire par les très graves dangers, à court et à long terme, qu'il fait courir aux masses doit être enrayé. Parce qu'il est nucléaire ? Ce serait se tromper de cible. Les dangers de son utilisation viennent principalement des principes qui la guident. Ces principes, les travailleurs du bâtiment, les mineurs, les sidérurgistes... ont appris à les connaître : c'est «la rentabilité prime sur la sécurité».

De même que les explosions de grisou ne sont pas «fatales» à la mine, de même, les dangers des centrales nucléaires peuvent être éliminés. C'est en donnant un tel contenu politique à la lutte anti-nucléaire qu'il sera possible d'y associer largement les travailleurs de notre pays, de la faire contribuer à la défaite d'une classe pour qui un «accident» qui ferait des milliers de morts, qui se répercuterait pendant des générations, est «négligeable».



ÉCOUTEZ RADIO-ACTIVE !
Toute la journée de samedi, la radio de l'occupation du site nucléaire émettra, dans la région de Malville, sur 97 MHz, en modulation de fréquence.



LES PRISES DE POSITION DE SCIENTIFIQUES

Comme nous l'expliquions dans le Quotidien du Peuple du premier juillet, le choix fait par la bourgeoisie française de construire une centrale à neutrons rapides de 1 200 MW, opérant ainsi un bond que ni les USA, ni l'URSS n'ont osé faire, est celui de la rentabilité contre la sécurité. De multiples prises de position de scientifiques, dont certains ont travaillé à l'EDF, viennent le confirmer.

«Un projet fou furieux...»

«Il est clair que la France dispose actuellement avec Super-Phénix de son projet «fou furieux». Le projet «fou furieux» était un projet américain appelé initialement Pacer, du nom de son inventeur. Il s'agissait de faire exploser sous terre, dans les «lentilles géologiques» de l'Etat du Montana plusieurs centaines de bombes H, puis de récupérer l'énergie ainsi dissipée. Les habitants du Montana ne l'entendirent pas de cette oreille et rebaptisèrent le projet du nom de «fou furieux». Le projet fut abandonné.

Extrait d'un article de J.P. Pharabod, qui a travaillé pendant sept ans au CEA et surtout à l'EDF. Il est aujourd'hui ingénieur au laboratoire de l'école polytechnique.

«Déclaration d'inquiétude sur Superphénix et la société du Plutonium»

«Quelles que soient nos opinions sur l'énergie nucléaire en général, c'est avec une grande inquiétude que nous constatons la décision de mettre en chantier à Creys Malville sur le Rhône, un surrégénérateur géant de 1 200 MW électriques. Ce type de centrale - qui renfermera 4,5 tonnes de plutonium, qui sera refroidie par 4,5 tonnes de sodium liquide et qui fonctionnera avec une densité de puissance de plusieurs centaines de KW par litre, représente une dangerosité particulière. (...) Les surrégénérateurs peuvent par accident être le siège d'une variété d'explosions atomiques, appelée par euphémisme une «excursion nucléaire» : il s'agit d'une réaction en chaîne dite «surcritique» qui se déclenche en neutrons rapides, particularité que seule la bombe atomique possède également. (...) La nature colossale des dangers liés au plutonium est apte à provoquer de colossales réponses policières...»

Cet appel a été signé par de nombreux scientifiques, dont Marcel Bataillon, Jean Cheraux, Gustave Choquet, Roger Godement, Pierre Samuel, J.M. Levy Leblond...